Le Monde
De l'administration
Quotidien National d'Information
N° 696 Prix : 20 DA
www.lemondeadm.com
Samedi 26 Octobre 2019

La FAO organise une conférence régionale sur l'améliorati on de la productivité de l'eau dans l'agriculture

La Conférence régionale sur l'amélioration de la productivité de l'eau dans l'agriculture se tiendra en Tunisie, du 3 au 6 décembre prochains, annonce un communiqué de presse de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Dans le cadre du projet régional de la FAO sur la mise en place d'une plateforme collaborative sur la productivité de l'eau, cette conférence permettra aux chercheurs, innovateurs et décideurs des politiques de « discuter l'état des lieux » de la productivité de l'eau dans la région, les enjeux et défis auxquels fait face l'eau agricole ainsi que les solutions disponibles. Elle sera également appuyée par le projet régional ‘’La mise en œuvre de l'agenda 2030 pour l'efficacité, la productivité et la durabilité de l'eau dans la région du Proche Orient et de l'Afrique du Nord”, financé par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA). « Cette rencontre permettra aux experts de débattre de la manière dont l'amélioration de la productivité de l'eau (EPL) peut renforcer la durabilité dans le secteur agricole, la croissance économique, maintenir la stabilité sociale et protéger l'environnement dans les zones rurales et urbaines », ajoute la même source qui indiquera que la conférence est ouverte aux chercheurs, aux agriculteurs/praticiens.

Industrie

Des équipementiers automobiles seront installés en Algérie avant la fin 2019

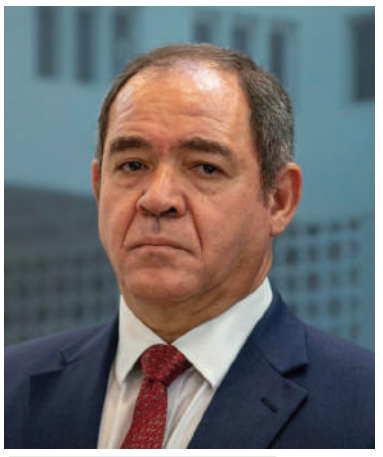
Des conventions seront signées avant la fin de l'année 2019 avec des équipementiers automobiles pour fabriquer en Algérie les pièces et composantes nécessaires pour les usines d'assemblage de véhicules, a indiqué jeudi à Alger la ministre de l'Industrie et des Mines, Djamila Tamazirt. "Des équipementiers de tous les opérateurs vont être présentés d'ici la fin d'année en vue de signer des conventions de sous-traitance et de fabrication de pièces de rechange, permettant ainsi de remplir la condition du taux d'intégration nationale qui accuse jusque-là un retard", a déclaré Mme Tamazirt à la presse en marge du lancement d'un programme de formation au profit des jeunes entrepreneurs. Ces conventions viennent suite aux discussions menées avec les entreprises activant dans le domaine d'assemblage automobile en Algérie, en présence des ambassadeurs des pays des constructeurs. "Nous avons convenu lors de ces discussions de passer à la deuxième étape, en se penchant sur la question d'intégration nationale", explique la ministre qui a rappelé que le taux d'intégration exigé dans les cahiers des charges des entreprises d'assemblage était de 15% à la troisième année et de 40% à la cinquième année. Mme Tamazirt a rassuré, par ailleurs, que les opérateurs du secteur de l'assemblage des véhicules poursuivront leur activités normalement à partir de 2020 en respectant leurs engagements pris envers l'Etat algérien. "Les ambassadeurs et les opérateurs voulaient s'assurer que la dynamique de l'industrie automobile telle qu'elle a été projetée par l'Etat algérien n'a pas été compromis. Nous avons expliqué qu'il s'agit de mettre les dossiers en conformité avec les engagements. Les entreprises en production sont maintenus et les engagements seront respectés de part et d'autre", a-t-elle avancé. Ainsi, "Tous les entreprises vont reprendre leurs activités à partir de 2020 sur la base des engagements souscrits dans les cahiers des charges et dans la cadre réglementaire régissant ce secteur notamment le décret 334-17 du 28 novembre 2017", selon la ministre. "2019 est une année de réajustement par rapport aux comportements de certains industriels. Cette année nous avons remis les pendules à l'heure", souligne-t-elle.

L'usine Peugeot entre en production au cours du 1er semestre 2020

Concernant le projet Peugeot, Mme. Tamazirt a fait savoir que son usine était toujours en construction et devrait être opérationnelle au 1er semestre 2020. La ministre a assuré également que son département ministériel continuait d'examiner toutes les demandes pour l'installation d'une usine d'assemblage de véhicules en Algérie, dans le cadre de la poursuite de la stratégie du secteur qui vise à produire 60.000 véhicules à l'horizon 2023. Interrogée sur les demandes rejetées par le ministère, M. Tamazirt a expliqué

qu'il s'agit de cas de "non-conformité" au dispositif de loi, ou de dossiers incomplets. "La plupart des demandes (rejetées) n'ont pas remplis la condition d'associer un constructeur de renommée mondiale dans le capital pour assurer le transfert de technologies et d'assurer un taux d'intégration appréciable", précise-t-elle.
Lors de la rencontre dédiée au lancement du programme de formation au profit des jeunes entrepreneurs, la ministre a mis l'accent sur la nécessité de mettre en valeur les dispositifs de soutien qui existent (Ansej, Cnac, Angem, pépinières d'entreprises, centres de facilitation FGAR) en créant des synergies entre ces acteurs afin de mieux accompagner les start-up en Algérie.

Les hommes d'affaires chinois souhaitent développer leurs relations avec les entreprises algériennes



Les hommes d'affaires de la province du Hunan (Chine) souhaitent développer les relations entre les entreprises algériennes et chinoises dans un cadre prospectif, a indiqué jeudi à Alger un de leurs représentants. Lors d'une rencontre avec le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Mohammed Sami Akli, le représentant des hommes d'affaires de la province du Hunan (Chine) a précisé que le développement des relations commerciales avec les Etats africains, à leur tête l'Algérie, passait par la création d'une "plateforme d'affaires" permettant à toutes les parties de désigner les entreprises et les secteurs concernés par la coopération. Les entreprises en Chine appuient cette démarche, a affirmé le responsable chinois, lors de cette rencontre qui s'est tenue au siège du FCE, ajoutant que "plusieurs projets de partenariat seront examinés et présentés aux entreprises algériennes".
La Chine doit organiser l'année prochaine l'exposition sino-africaine qui permettra d'annoncer les projets que la Chine souhaite partager avec de nombreux Etats africains, dont l'Algérie, a-t-il fait savoir.L'intervenant a, par ailleurs, distribué aux opérateurs économiques algériens présents à la réunion un document mettant en avant les principaux domaines de partenariat intéressant la Chine en Afrique. Pour sa part, le président du FCE, Mohammed Sami Akli.

Le Général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah préside la cérémonie de la 47ème édition de la Finale de la Coupe d'Algérie Militaire de Football

A l'occasion de la clôture du calendrier annuel des activités sportives de l'Armée Nationale Populaire 2018/2019, Monsieur le Général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense Nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée Nationale Populaire a présidé, aujourd'hui 24 octobre 2019 au niveau du Centre de Regroupement et de Préparation des Equipes Sportives Militaires à Ben Aknoun en 1ère Région Militaire, la cérémonie de la 47ème Edition de la finale de la Coupe d'Algérie Militaire de Football.

Avant le coup d'envoi de cette rencontre entre la sélection de la 1ère Région Militaire et celle de la Gendarmerie Nationale, Monsieur le Général de Corps d'Armée a supervisé la cérémonie de baptisation dudit Centre au nom du vaillant Chahid «Messaoud Boudjriou» et ce, en présence de la famille du Chahid qui a été honorée en cette occasion

Monsieur le Général de Corps d'Armée a suivi, ensuite, un exposé global présenté par le Commandant du Centre, portant sur le bilan général des activités du Centre et l'état des nouvelles infrastructures sportives dont les travaux ont été achevés et celles en cours de construction. Ces infrastructures qui ont bénéficié d'un intérêt particulier de la part du Haut Commandement de l'Armée Nationale Populaire afin de les doter de tous les équipements sportifs modernes aux normes internationales en la matière, réunissant toutes les conditions adéquates pour une bonne préparation de nos athlètes militaires et contribuant ainsi à la réalisation d'excellents résultats à l'échelle nationale et internationale, qui traduisent la bonne réputation du sport militaire au sein de l'Armée Nationale Populaire.

Monsieur le Général de Corps d'Armée a saisi l'occasion de la veille du 65ème anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954 pour rappeler l'importance d'ancrer les valeurs et les principes de la Glorieuse Révolution dans la mémoire collective du peuple algérien et l'impératif de prendre exemple sur les auteurs de cette Révolution miraculeuse qui a prouvé et qui prouvera sans nul doute, que l'Algérie qui a su vaincre hier le colonisateur barbare, saura toujours comment poursuivre le parcours de son triomphe et la voie de sa victoire. Monsieur le Général de Corps d'Armée a indiqué que Haut Commandement veille à mettre à disposition tous les moyens matériels et humains nécessaires pour le développement du sport militaire, ce qui a contribué et contribue encore à la réalisation de grands résultats dans ce domaine au niveau national et international.

A l'issue de ce cette rencontre, Monsieur le Général de Corps d'Armée a remis la Coupe aux joueurs de l'équipe ayant remporté ce match.

Lutte contre la criminalité organisée.. Des opérations réussies dans diverses Régions Militaires

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire, en coordination avec les services de la Sûreté Nationale, ont arrêté, à Blida/1eRM, deux (02) narcotrafiquants à bord d'un (01) véhicule touristique chargé de (6960) comprimés psychotropes, tandis que des éléments de la Gendarmerie Nationale ont appréhendé un (01) contrebandier en possession de (800) unités de produits parapharmaceutiques à Béchar/3eRM.

D'autre part, des Garde-côtes ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de cinq (05) personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale à El Ghazaouet/2eRM, alors que des Garde-frontières ont intercepté (06) immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen/2eRM.

Communiqués

Lutte contre la criminalité organisée.. De nouvelles opérations réussies

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a arrêté, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie Nationale et les services des Douanes, le 24 octobre 2019 à Naâma/2eRM, deux (02) narcotrafiquants à bord d'un (01) camion chargé de (103) kilogrammes de kif traité.

Dans un autre contexte, des détachements combinés de l'ANP ont appréhendé, en coordination avec les services de la Sûreté Nationale, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset/6eRM, (32) individus et saisi (15) groupes électrogènes, (03) marteaux piqueurs, un (01) détecteur de métaux, ainsi qu'un (01) broyeur de pierres et (160) kilogrammes d'aluminium.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont mis en échec des tentatives de contrebande de (7154) litres de carburant à Tébessa, El-Taref et Souk-Ahras/5eRM, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a arrêté trois (03) immigrants clandestins de différentes nationalités à Tindouf/3eRM.

Justice

Zeghmati installe le nouveau président du Tribunal des conflits

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, a présidé jeudi à Alger, la cérémonie d'installation de Abdelhamid Hassan, au poste de président du Tribunal des conflits, en remplacement de Abdelkader Dhaoui.Dans une allocution lors de cette cérémonie, le ministre affirmé que cette installation "est le couronnement d'une louable carrière professionnelle pour M. Abdelhamid Hassan connu pour son sérieux, sa droiture, sa persévérance et son abnégation dans toutes les missions qui lui ont été confiées". Le ministre a mis en avant ensuite "l'importance majeure" que revêt le Tribunal des conflits dans la pyramide du système juridique, en tant que juridiction de règlement des conflits entre les juridictions de l'Ordre judiciaire et les juridictions de l'Ordre administratif. Soulignant que le Tribunal des Conflits s'est prononcé sur 239 affaires sur un total de 281, M. Zeghmati est revenu sur sa création en 1996 et sa faible audience jusqu'au 10 avril 2000, date du prononcé de son premier arrêt. Constituée de 7 membres désignés parmi les magistrats de la Cour suprême et le Conseil d'Etat (CE), la composante du Tribunal des conflits a été renouvelée à la faveur du décret présidentiel du 9 juillet 2019. Abordant les développements de la situation politique dans le pays, le ministre a déclaré qu'"au moment où les pouvoirs publics s'attèlent au parachèvement de l'édification des institutions et à la satisfaction des revendications du peuple, des cercles malveillants agissent dans l'ombre à l'entrave du processus de sortie de crise, mis sur rail par les hommes intègres de ce pays". "Brandissant des slogans flamboyants pour des visées subversives en réalité, ces cercles de l'ombre instrumentalisent l'innocence de citoyens animés de la volonté de servir la patrie", a-t-il ajouté. S'adressant à ceux qu'il a qualifié de personnes "dénuées de conscience", M. Zeghmati a soutenu que "la marche se poursuivra et ne s'arrêtera point en dépit des ennemis du peuple et du pays, et la détermination des consciences vives de l'Algérie finira par venir à bout de leurs plans". Le nouveau président du Tribunal des Conflits avait rejoint le corps de la magistrature en 1975 pour être promu en 1996 Conseiller à la Cour suprême, puis président des tribunaux de Bab El Oued et de Bir Mourad Rais. M. Abdelhamid Hassan a occupé, ensuite, à la Cour d'Alger, le poste de Conseiller puis de président de Chambre, avant d'être désigné aux postes de Conseiller à la Cour suprême et au Conseil d'Etat, puis membre au Tribunal des Conflits depuis son installation en 2005.

2.998 magistrats concernés par le projet du mouvement annuel

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati a présenté, lors des travaux de la session ordinaire du Conseil supérieur de la Magistrature (CSM), le projet de mouvement annuel des magistrats qui concernera "2.998 magistrats». Présidant sa première réunion avec les membres du CSM, depuis son installation en qualité de ministre de la Justice, M. Zeghmati a qualifié le mouvement des magistrats qui concerne 2.998 magistrats, d'"inhabituel de par son envergure et sa nature", soulignant qu'il se base "sur des critères objectifs préalablement définis, à l'issue d'une analyse et d'une évaluation minutieuse de plusieurs décennies de gestion des ressources humaines du secteur, aux conséquences désastreuses dont certaines suscitent la répulsion, voire même le ressentiment". Ce mouvement "a été préparé dans le respect strict des dispositions de la loi, en tenant compte des demandes des concernés, de leur compétence professionnelle, de leur situation familiale et leur état de santé, outre des considérations liées à la nécessité de service", a-t-il soutenu. Dans ce sens, le ministre a proposé aux membres du CSM, de délibérer sur la "nomination de 432 magistrats, la titularisation de 343 autres et la promotion de 1.698 magistrats répondant aux conditions de promotion fixées, outre le renforcement de la Cour suprême et du Conseil de l'Etat par 161 magistrats". M.Zeghmati a fait savoir que l'examen de la situation de la répartition des magistrats sur le territoire national a permis de relever "certains cas incohérents et contradictoires aux attentes des citoyens quant à l'intégrité du juge", liés notamment "aux magistrats qui restent au sein de la même juridiction pour une durée allant parfois à 25 ans, dont les juges en couple (mariés)", ajoutant que le nombre de ces cas a atteint 2456.Le ministre de la Justice a affirmé avoir présenté des suggestions au Conseil, visant à "rétablir la crédibilité de la Justice au sein des juridictions concernées et mettre fin aux nombreuses critiques exprimées depuis très longtemps à l'encontre le secteur".L'ordre du jour de la session ordinaire du CSM, qui s'est déroulée à huis clos, comprend l'examen des questions "à même de renforcer l'indépendance de la justice et d'asseoir les fondements d'un Etat de droit où le citoyen pourra recourir à une justice équitable et neutre et un juge intègre et honnête", a-t-il estimé. Pour M. Zeghmati, la réunion du CSM intervient "à une étape décisive où le peuple revendique l'indépendance de la justice, qu'il place au même rang que la lutte contre la corruption et la réforme de l'Etat", ajoutant que le peuple "met les magistrats à la croisée des chemins et nous n'avons de choix que d'emprunter la voie qui sauve l'Algérie", a-t-il dit.

El Hak.N

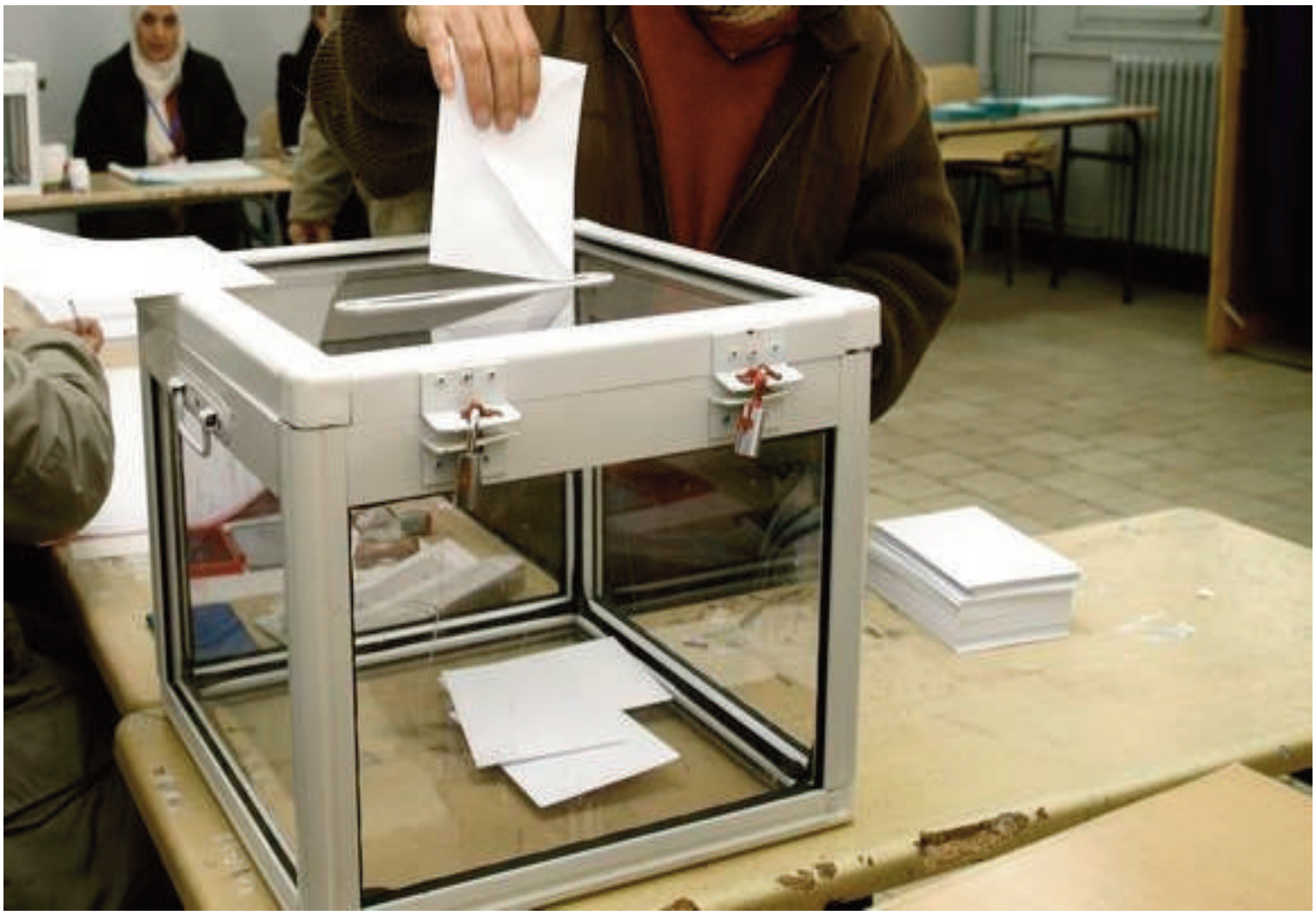
65e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954

Zitouni met en avant la contribution efficace de l'équipe du FLN

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a souligné, jeudi à Alger, le rôle diplomatique et la contribution "efficace" de l'équipe du Front de libération nationale (FLN) pour faire connaitre la cause nationale durant la glorieuse guerre de libération. Présidant l'ouverture d'une conférence sous le thème "l'équipe du FLN: ambassadrice de la cause nationale et des couleurs nationales " organisée dans le cadre de la célébration du 65e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954 en présence du ministre de la Jeunesse et des sports, Raouf Nassim Bernaoui, le ministre a précisé que "le football a apporté une contribution grandiose durant la Guerre de libération nationale et s'est acquitté pleinement de son rôle diplomatique", ajoutant que "les épopées héroïques demeureront des exemples pour les générations montantes et seront conservées dans la mémoire nationale sportive". "Les valeurs nobles et les principes suprêmes ayant guidé les membres de l'équipe du FLN, guideront les générations montantes, renforceront leur amour pour la patrie et leur sens du sacrifice pour hisser haut les couleurs nationales dans les foras internationaux", a-t-il souligné. Le football a permis de transmettre le message suprême de l'Algérie et faire entendre sa voix dans les fora internationaux à travers l'équipe de football du FLN, a ajouté M. Zitouni. Dans le cadre de cette conférence, organisée au Centre national d'études et de recherche sur le Mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954 (CNERMN54), le ministre a appelé les générations montantes à "s'inspirer des contenus intellectuels nationaux qui ont abouti à un projet civilisationnel dont les bases ont été instaurées par les institutions militaire, politique, culturelle, sportive et sociale de la révolution algérienne". Le ministre a plaidé, dans le même cadre, pour une meilleure une prise en charge des efforts consentis en matière de documentation et d'écriture de l'histoire de l'équipe du FLN, sa préservation et sa transmission aux générations à travers la réalisation d'études et de recherches fiables". Répondant à une question d'un journaliste en marge de la conférence, concernant la collecte de témoignages des moudjahidines, M.Zitouni a affirmé que toutes les institutions relevant du ministère "sont dotées de salles consacrées à l'enregistrement de témoignages outre la collecte de tous les documents consacrés à la Guerre de libération afin d'avoir la matière historique qui sera exploitée par les historiens et les chercheurs". S'agissant du travail des commissions mixtes entre l'Algérie et la France concernant les dossiers relatifs à la restitution de l'archive national et des cranes de chouhadas et des disparus et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires dans le sud, le ministre a reconnu l'existence d'une tergiversation de la part de la partie française et l'absence d'une réelle volonté pour le règlement de ces dossiers. Les interventions des participants à cette conférence, se sont articulées sur l'histoire de la constitution de l'équipe du FLN et sa contribution à l'internationalisation de la Cause nationale.

L'opération de dépôt des dossiers prend fin aujourd'hui à minuit

Les postulants à la candidature insistent sur la régularité et la transparence du scrutin



L'opération de dépôt des dossiers de candidature à la présidentielle du 12 décembre 2019 doit prendre fin aujourd'hui à minuit conformément à la réglementation en vigueur. Jusque-là, plusieurs postulants ont déposé leurs dossiers auprès de l'Autorité nationale indépendantes des élections (ANIE), alors que d'autres préfèrent attendre le dernier moment pour le faire. Dans leurs déclarations à la presse à l'issue du dépôt de dossiers de candidature, les prétendants à la magistrature suprême du pays ont émis le vœu que la présidentielle du 12 décembre soit « un nouveau pas vers la concrétisation des aspirations du peuple et le parachèvement du processus de changement enclenché par le Hirak à travers les marches organisées sur l'ensemble du territoire national » Ils ont également insisté sur l'importance de concourir à la réussite de cette échéance, en veillant à garantir la transparence et la régularité tout au long du processus électoral. Our rappel, la nouvelle loi organique relative au régime électoral fait obligation aux candidats à la présidentielle de présenter 50.000 signatures individuelles au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale. Ces signatures doivent être recueillies à travers au moins 25 wilayas. Le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à 1.200. Récemment, le président de l'Autorité, Mohamed Charfi a admis l'existence de «difficultés dans la gestion des élections», estimant que « ces difficultés sont naturelles, mais il faut faire avec et surtout les gérer avec patience et sagesse afin d'arriver le 12 décembre à des conditions idéales pour l'exercice du devoir électoral».Il avait, en revanche, a tenu à rassurer sur la régularité et la transparence du scrutin du 12 décembre prochain, précisant que « celui qui veut douter de la régularité du scrutin, en référence aux pratiques du passé qui ont entamé la crédibilité de l'Etat, je dis que cette fois-ci ce sera impossible, quelle que soient les velléités de fraude, car nous avons mis en place un dispositif anti- fraude ». Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a affirmé, dans un message à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse, que toutes les conditions étaient réunies pour aller vers un scrutin présidentiel, le 12 décembre prochain, "notamment à la faveur de la concrétisation de la plus grande partie des revendications exprimées par notre peuple lors de son Hirak pacifique et civilisationnel et ce, ce grâce à la réponse des institutions de l'Etat et à l'accompagnement de l'Armée nationale populaire (ANP), qui n'a ménagé aucun effort à s'acquitter, pleinement et perspicace ment, de ses missions constitutionnelles". "Au moment où notre pays, fort de l'adhésion de la majorité de notre peuple, se dirige résolument vers l'échéance présidentielle, je voudrais réitérer l'expression de ma gratitude à notre Armée, et particulièrement à son Commandement, qui a veillé à mettre l'Algérie à l'abri de toute manœuvre périlleuse et à se tenir au côté du peuple algérien", a-t-il ajouté. Réitérant à ce propos, "l'engagement de l'Etat à faire face fermement à tout acte visant à perturber le processus électoral, à semer la confusion ou à provoquer des entraves partant d'intentions malveillantes et d'arrières pensées, qui ne sauront tromper la vigilance et la maturité du peuple algérien", M. Bensalah a exhorté les citoyens à "un sursaut national en se rendant massivement aux urnes pour élire un président de la République et édifier ses institutions dans une Algérie nouvelle, capable de relever les défis actuels, aussi bien à l'intérieur qu'aux niveaux régional et international». Par ailleurs,

le chef de l'Etat a salué "les efforts de l'ensemble des patriotes, qui croient en une Algérie forte et souveraine, et qui œuvrent assidûment et sincèrement à sa sortie de la situation actuelle", assurant que "désormais, grâce à la persévérance et aux sacrifices des loyaux enfants de l'Algérie, et à la convergence des volontés jalouses de la Patrie, le processus politique inclusif autour de l'élection présidentielle est devenu un impératif incontournable".

Rappelant qu'"en prévision de l'échéance nationale décisive et historique pour notre Nation, le corps électoral a été convoqué, au lendemain de la cristallisation des propositions de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM), consistant essentiellement en l'adoption de deux lois organiques relatives à l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) et au régime électoral", il a indiqué que l'ANIE a été installée "dans le cadre d'une démarche visant à asseoir un climat de confiance restaurée, et aujourd'hui nous aspirons à une plus grande conjugaison d'efforts nationaux, louables et dévoués, pour les semaines à venir", a-t-il dit.

le chef de l'Etat a salué "les efforts de l'ensemble des patriotes, qui croient en une Algérie forte et souveraine, et qui œuvrent assidûment et sincèrement à sa sortie de la situation actuelle", assurant que "désormais, grâce à la persévérance et aux sacrifices des loyaux enfants de l'Algérie, et à la convergence des volontés jalouses de la Patrie, le processus politique inclusif autour de l'élection présidentielle est devenu un impératif incontournable".

Il a relevé que "le statu quo ne sert nullement notre peuple, et les medias, tous supports confondus, ont un important rôle à jouer pour contribuer à la réussite du processus électoral». Mettant à profit sa dernière sortie sur le terrain, le Général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP a souligné que la locomotive de l'Algérie « est bel et bien sur la bonne voie, orientée vers la bonne destination tel que voulu par les valeureux enfants de la patrie, grâce à la fédération des efforts et la confiance réciproque entre le peuple et son armée, rappelant que l'ANP continue, comme l'a toujours fait, à honorer ses engagements». «Aujourd'hui, nous pouvons dire, et nous en sommes entièrement convaincus, que la locomotive de l'Algérie est bel et bien sur la bonne voie, orientée vers la bonne destination tel que voulu par les valeureux enfants de la patrie, grâce à la fédération des efforts et la confiance réciproque entre le peuple et son armée, qui était son protecteur contre les nuisances de la bande et de ses relais, ainsi que grâce aux décisions courageuses prises par le Haut Commandement de l'ANP depuis le début de la crise, et qui ont prouvé leur justesse et leur crédibilité au fil des jours, car elles s'inscrivent toutes dans l'intérêt du peuple et de la patrie », a-t-il soutenu. Dans ce contexte, il mis en exergue « les efforts soutenus et dévoués que l'ANP a consentis afin d'instaurer un climat de confiance et de quiétude, permettant de franchir de nombreuses étapes aux objectifs complémentaires, notamment suite à la tenue du Conseil des ministres en date du 9 septembre 2019, sous la présidence du Chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, durant lequel plusieurs démarches, empreintes de sincérité et de bonne foi ont a été concrétisées, à travers l'amendement de la loi électorale et son adaptation de manière à répondre aux préoccupations et aux attentes des Algériens, et à satisfaire également les revendications pressantes du peuple, suivi de la mise en place de l'Autorité nationale indépendante des élections qui constitue, au regard des larges prérogatives qui lui ont été attribuées, la clé de la réussite de cette échéance présidentielle attendue et cruciale ».Pour ce faire, cette Autorité nationale indépendante « a trouvé toute l'aide et le soutien auprès des différentes institutions de l'Etat, qui lui ont fourni tous les moyens et capacités et prodigué toute forme de facilitation, afin qu'elle s'acquitte de ses nobles missions et de son devoir national avec facilité et aisance. C'est dans le prolongement des mêmes efforts et démarches, que s'inscrit la tenue du Conseil des Ministres en date du 13 octobre en cours, pour l'approbation de projets de lois importants, à l'instar des lois des finances et des hydrocarbures, qui constituent une véritable plus-value à même de relancer l'économie nationale et donner un nouveau souffle à l'investissement dans les différents secteurs économiques stratégiques ».Il a été également procédé à l'approbation du projet de loi complétant l'Ordonnance n°06-02 du 28 février 2006 portant statut général des personnels militaires, où il a été promulgué des dispositions restreignant le droit des militaires, admis à cesser définitivement leur service et versés dans la réserve, aux fins de ne pas exercer une activité politique partisane ou se porter candidat à une fonction élective publique, pour une période de cinq années. Cette disposition est justifiée par « plusieurs motifs, entre autres, le fait que l'exercice d'une activité politique partisane ou la candidature à une fonction élective publique requiert nécessairement la tenue de déclarations et de débats qui peuvent mener à l'infraction du devoir de retenue et de réserve tel que stipulé par la loi, ainsi que de l'obligation de préserver les secrets dont le candidat a pris connaissance dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution de ses activités au sein de l'institution militaire».Le Général de Corps d'Armée a affirmé que l'ANP « demeure celle qui veille jour et nuit, et qui observe et scrute la voie qui mènera l'Algérie vers la destination voulue par le peuple, grâce à l'ensemble des mesures sécuritaires complémentaires à travers lesquelles il sera permis à personne de faire dévier le pays de cette voie tracée qui concrétise la démarche de l'Algérie et de son peuple ».

T. Benslimane

Agriculture

Lancement prochain de 30 projets de réalisation de structures de stockage des céréales à travers le pays

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari a annoncé, jeudi à Tlemcen, le lancement prochain de 30 projets de réalisation de structures de stockage des céréales à travers le pays. Après avoir suivi un exposé sur la situation des secteurs de l'agriculture et des forêts à Tlemcen dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a fait part de la réception dernièrement de neuf structures similaires à travers le pays, en attendant le lancement de nouveaux projets pour atteindre une capacité de stockage 40.000 quintaux de céréales chacune. Il a fait savoir que conformément aux instructions du Premier ministre, toutes les mesures ont été prises et des facilités ont été accordées aux producteurs de céréales pour leur fournir des points de collecte des céréales, simplifier des procédures administratives au niveau du guichet unique d'acquisition des semences et engrais et d'accès aux crédits afin de leur offrir de meilleures conditions de travail. M. Omari a affirmé que la filière de céréaliculture est stratégique et importante et que tous les efforts seront déployés pour améliorer les procédures au profit des producteurs, ce qui aura un impact positif sur la rationalisation des importations et le renforcement de la sécurité alimentaire. Le ministre a insisté, par ailleurs, sur l'encouragement des agriculteurs à adopter la technique d'irrigation par goutte à goutte pour économiser l'eau et l'importance de cette opération sur les produits agricoles, notamment les maraîchers et l'agrumiculture. "Il faut impliquer les citoyens notamment les riverains des zones pastorales et agricoles, les encourager à bénéficier de crédit en vue de planter le plus grand nombre d'arbres et accompagner le programme de réhabilitation du Barrage vert pour lequel tous les moyens et énergies sont mobilisés dans le but de réhabiliter toutes les zones steppiques et leur protection contre la désertification", a-t-il déclaré. Le ministre a instruit, dans ce sens, les responsables du secteur des forêts de la wilaya de se lancer dans la sensibilisation des citoyens riverains de ces zones et de les encadrer en activant le rôle des potentialités universitaires et des centres de recherche scientifique pour apporter des solutions aux problèmes et étudier les

espèces végétales et leur adaptation en zones steppiques. Il aussi mis l'accent sur l'encouragement des riverains des zones forestières pour devenir le principal partenaire de protection des forêts, l'accompagnement des porteurs de projets qui ont une qualification scientifique, la simplification des mesures d'investissement dans les forêts appelées devenir un créneau économique et écologique d'excellence, créateur d'emplois et levier de diversification de l'économie nationale. En outre, Cherif Omari a annoncé la dotation des zones frontalières de la wilaya en eau, électrification rurale et pistes, tout en instruisant le directeur général de l'Office national des céréales de créer des points de collecte de céréales proches des producteurs des zones frontalières. La visite du ministre a été marquée aussi par l'inauguration d'une structure publique de stockage de céréales à Ain Talout d'une capacité de 300.000 quintaux ainsi qu'une laiterie à Maghnia réalisée dans le cadre de l'investissement privé.

ZLECAf:

Djellab évoque les obstacles qui pèsent encore sur la mise en œuvre du projet

Le ministre du Commerce Said Djellab a affirmé jeudi à Addis-Abeba (Ethiopie) que des efforts supplémentaires doivent êtres consentis pour finaliser les questions en suspens et qui pèsent sur le processus de mise en œuvre de la Zone de libre échange africaine (ZLECAf) notamment, les règles d'origine et le seuil minimum des engagements sur le commerce des services. Intervenant lors des travaux de la première réunion du Conseil des ministres africains du commerce de la ZLECAf, tenue à Addis-Abeba, M. Djelab a indiqué que les intenses réunions des institutions de la ZLECAf organisées tout au long des années précédentes ont permis de réaliser des avancées considérables, ajoutant que des efforts supplémentaire restent à consentir pour finaliser les questions en suspens. Il a affirmé que la réunion d'aujourd'hui constitue en soi "une réussite et représente le fruit d'un dur labeur de tout un chacun"."Notre présence aujourd'hui, à l'occasion de la toute première réunion du Conseil des ministres africains du commerce en compagnie de mes chers collègues et ministres et hauts fonctionnaires, traduit notre attachement à contribuer à l'achèvement de l'édifice que nous avions contribué à son élaboration et à son murissement depuis plusieurs années" a-t-il dit.Et d'ajouter: "Notre conviction est d'autant guidée par la volonté commune d'aller vers le renforcement d'un commerce intra-africain basé sur la complémentarité et orienté vers un objectif commun qui consiste à réaliser la prospérité et le développement de nos économies respectives et la prospérité de nos populations".M. Djellab a rappeler que l'Algérie figurait parmi les premiers signataires de l'Accord instituant la ZLECAf lors de la 10ème session extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, tenue le 21 mars 2018 à Kigali (Rwanda), ajoutant que l'Algérie s'est engagée solennellement, lors de la tenue du dernier Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement le 7 juillet 2019 à Niamey, pour entamer le processus de ratification de l'Accord ZLECAf.

"L'intégration économique de l'Algérie dans l'espace continental est un choix stratégique"

L'Algérie avait organisé le 7 octobre passé à Alger, une Conférence nationale à laquelle ont pris part entres autres, le Commissaire au commerce et à l'industrie M.Albert Muchanga et la directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord,Mme Lilia Naas, et ce, en application des décisions de la précédente réunion des ministres africains du commerce et celles du Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernements, relatives à l'organisation d'actions de vulgarisation de l'Accord instituant la ZLECAf et le lancement de consultations nationales pour la mise en place d'une stratégie nationale de mise en œuvre de cette zone, "A l'occasion de cette Conférence -qui a enregistré la participation de plus de 850 personnes, entre opérateurs économiques de tous secteurs confondus, de chercheurs et universitaires algériens, de représentants des différentes institutions nationales, régionales et internationales et des start-up, l'opportunité m'a été offerte pour signaler que le choix de l'intégration économique de mon pays dans l'espace continental est un choix stratégique et irréversible qui passe impérativement par le développement du commerce intra-africain et le partenariat" a-t-il expliqué.Il a affirmé que les riches débats et les instructives discussions qui ont suivi les présentations ont conclu que l'investissement et le commerce demeurent des éléments clés pour soutenir une bonne croissance et un développement économique durable."Conscient que ce Conseil des ministres est un espace décisionnel réservé aux Etats Parties, toutefois, il ne devrait pas constituer une rupture avec l'esprit du travail collégial et inclusif qui a prévalu nos travaux jusqu'à présent." a conclut le ministre.

M.M

Climat des affaires:

Nécessité d'améliorer l'environnement socio-politique pour drainer plus d'investissements

Hisser le climat des affaires en Algérie passe par l'amélioration de l'environnement social, politique, technologique et administratif ce qui permettra de capter plus d'investissements locaux et étrangers, a estimé jeudi à Alger l'expert en planification et en intelligence économique, Mohamed Bacha. Animant une conférence sur le thème "Le climat des Affaires en Algérie : enjeux et stratégie d'amélioration", au siège de l'Institut national d'études stratégiques globales (INESG), l'expert a jugé nécessaire pour le pays d'avoir un système politique, technologique, socio-économique et administratif fiable et propice pour hisser son climat des affaires. Selon lui, le système politique doit garantir un Etat de droit, la démocratie et les libertés, tandis-que le système économique, a-t-il dit, doit assurer une stabilité du cadre macro-économique ainsi que sa compétitivité et son attractivité. De plus, le système administratif, a soutenu M. Bacha, doit garantir la facilité à faire des affaires en endiguant les pratiques bureaucratiques. "Le système technologique peut avoir un effet direct sur le climat des affaires à travers la production scientifique, les brevets innovation et le classement des universités", a-t-il souligné, expliquant que la relation entreprise-université constitue un élément essentiel du climat des affaires. Par ailleurs, M. Bacha a préconisé de soutenir l'industrie nationale en lui offrant les conditions nécessaires pour son épanouissement. "Il faut protéger l'industrie nationale qui est naissante en mettant en place des barrières douanières fortes afin de permettre à ces différentes filières de grandir", a-t-il estimé, notamment à travers la promotion et exonération des entreprises utilisant les matières premières locales à hauteur de leur apport à la production nationale. Selon M.Bacha, il s'agit également de mettre en place un plan national d'investissement piloté par le fonds national d'investissement (FNI). Concernant l'aspect de la gouvernance économique, M. Bacha a appelé à mettre fin à "la dispersion de l'action étatique", notamment par la réduction des portefeuilles ministériels du secteur économique. Il a également plaidé en faveur du développement d'une culture de la performance dans les administrations publiques, notamment à travers plus de transparence, tout en y généralisant les technologiques de l'information et de la communication (TIC). Rappelant les aspects actuels de l'économie nationale nécessitant une réforme, le conférencier a cité "l'absence de vision stratégique notamment depuis la disparition du ministère de la planification". Il a également noté l'absence de "stratégie explicite et de politique de développement de protection et de promotion de la production nationale". Selon lui, d'autres aspects rendent l'économie nationale vulnérable, notamment l'informel, la pression démographique et une croissance économique qu'il estime "très insuffisante pour élever l'Algérie au rang de pays émergent". "Il s'agira pour nous de tracer un cadre de développement à long terme et durable basé sur une vision et un projet de société répondant aux attentes de la population et aux enjeux mondiaux", a-t-il souligné, notant l'intérêt pour le pays "d'engager une démarche organisée et valorisant les potentiels de l'économie".

Le Monde
De l'adminitstration
Quotidien National d'Information

Tous les jours dans les kiosques

CETTE ESPACE EST RESERVÉ POUR VOS PUBLICITÉS

Pour plus de détails contacez nous au :

023 95 70 70

Ou par Email au :

monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
Fondation pour l'édition et la publicité
EDITER PAR LA EURL EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications
MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint
Z.NACER

DIRECTEUR GENERAL FONDATEUR
MME SEMROUNI.K
MONDE DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF
A.SALIM

SIEGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL ACHOUR –ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTE NUMERO
00500111214563614 7 BDL

ANEP TEL 021737778

021737128

FAX 021739559

DIFUSION
OUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION
SIA

PLF 2020:
Création d'un fonds de garantie des transactions du marché financier

La proposition d'un fonds de garantie des transactions du marché financier, au tire du projet de Loi des finances (PLF 2020) vise à couvrir les risques de déséquilibre lors du règlement ou de la livraison des titres, a indiqué le directeur général du trésor public au ministère des Finances, Fayçal Tadinit, mercredi soir, devant la commission des finances et du budget à l'Assemblée nationale populaire (APN). "Ce fonds financé par des contributions obligatoires des intermédiaires en opérations de Bourse sera dirigé par le dépositaire central des titres et domicilié à la Banque d'Algérie", a fait savoir M. Tadinit lors d'une réunion de la Commission, présidée par son président, Tarek Tridi, dans le cadre des rencontres consacrés à l'examen des mesures contenues dans le PLF 2020. Prévu par l'article 95, ce fonds s'inscrit dans le cadre de la large réforme du système d'information des instances du marché financier afin d'inciter les entreprises algériennes à recourir à ce marché pour la couverture de leurs besoins en matière de financement suivant les normes internationales. En cas de déséquilibre, le Fonds se substitue à l'intermédiaire en difficulté pour l'assainissement urgent des situations monétaires et documentaires relatives aux titres financiers en circulation dans le marché financier. M. Tadnit a évoqué, d'autre part, l'article 96 du PLF autorisant le Trésor public d'assainir un crédit au budget d'Algérie Télécom, sous le titre "Crédit aux entreprises économiques" ainsi que l'article 97 visant la régularisation d'un crédit de trésorerie accordé à la compagnie Air Algérie, sous le tire "Avances sans intérêts" à travers un report au compte de résultats. Cette opération, a-t-il expliqué, a été opérée au vu "des difficultés financières de la compagnie". Lors de leurs interventions, les membres de la Commission ont appelé à la nécessité de conditionner les nombreuses facilitations accordées par le Trésor public au profit des entreprises publiques à des résultats concrets sur terrain, devant être à la hauteur des incitations offertes.

Appui à la formation et accréditation des professions comptables

Par ailleurs, la Commission des finances et du budget à l'APN a reçu le directeur général de la comptabilité au ministère, Mohamed Larbi Ghanem qui a présenté un exposé sur les efforts consentis par le ministère en appui à la formation et à accréditation des professions comptables. Quelques 3.563 accréditations d'experts comptables ont eu lieu depuis 2010 en sus de 117 nouveaux experts comptables admis à la faveur de 9 concours organisés durant le même période, a-t-il fait savoir, ajoutant que le ministère úuvre à la réforme et la modernisation des professions comptables par l'amélioration du niveau de la formation et son intégration dans l'université. A ce propos, M. Ghanem a évoqué l'article 94 du projet de loi qui prévoit l'organisation de deux examens par an au lieu d'un seul pour les experts comptables titulaires d'un certificat de stage. Il a cité également l'article 92 du projet de loi en vertu duquel la mission d'exécution du budget de fonctionnement et la gestion financière des activités inhérentes aux élections, pour l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), est confiée aux responsables désignés par cette Autorité. Cette mesure permettra au président de l'ANIE de "se consacrer exclusivement aux missions confiées à l'Autorité", a-t-il dit.

Il a expliqué, d'autre part, aux députés la mesure prévue à l'article 93 du PLF relatif à la délégation de signature accordée par les walis à donner aux Chefs des services décentralisés pour la gestion des opérations inscrites au titre du programme sectoriel décentralisé ainsi que le budget de wilaya. Les membres de la commission se sont félicité de cette procédure qui "confie aux services de wilaya décentralisés la gestion des opérations de développement local." Concernant la comptabilité, certains intervenants ont proposé le renforcement du contrôle sur les activités de certains secteurs et associations, et appelé à l'unification des professions comptables (expert comptable, commissaire aux compte, auditeurs et comptables) dans une même catégorie, à l'instar de ce qui se fait à l'échelle mondiale. La majorité des intervenants ont mis ont avant l'importance de renforcer les opportunités de formation en matière de comptabilité, à travers les Instituts et universités, déplorant le manque important enregistré dans ce domaine.

Moussa O

Hydrocarbures:
une révision de la loi exige une méthode adéquate et un bon timing

Une révision de l'actuelle loi sur les hydrocarbures s'impose, pour de multiples raisons, cependant il faut choisir la méthode et le bon timing, a affirmé jeudi à Alger l'économiste et spécialiste des questions énergétiques, Mustapha Mikideche. "Mon analyse sur le projet de loi sur les hydrocarbures est qu'il y a bien nécessité de réviser le texte en vigueur, mais ce n'est pas la meilleure méthode et le bon timing", a-t-il expliqué dans une déclaration à l'APS. "Il y a certes nécessité de réviser la loi sur les hydrocarbures qui n'a pas été un instrument d'attractivité de l'investissement performant notamment par rapport à la loi 86/01 révisée en 1991", a-t-il ajouté, rappelant que "sous l'empire de cette dernière, l'Algérie a été, en 1998, le premier découvreur d'hydrocarbures dans le monde". Cela d'ailleurs, a-t-il poursuivi, "ne fait aucun doute pour Sonatrach, d'abord, et la communauté des experts. On peut citer le marqueur essentiel de son inefficacité : la chute de la production d'hydrocarbures constaté depuis 2007, à ce jour, indiquant bien que la loi en vigueur depuis 2005, révisée en 2013, n'a pas créé un flux significatif d'investisseurs en partenariat avec Sonatrach". Selon lui, pour inverser cette tendance sachant, comme indiqué par l'opérateur national lui-même, les capacités financières et techniques insuffisantes de Sonatrach, seule et sans partenaires, sont "insuffisantes pour lui permettre de renouveler les réserves et de maintenir son niveau de production et d'exportation". Sonatrach l'a d'ailleurs exprimée de "façon inédite une semaine avant que le gouvernement ne déterre le projet de révision de la loi sur les hydrocarbures, qui était mis en stand-by depuis plusieurs années", a-t-il avancé.

"Pas de recul en termes de souveraineté dans le projet de loi sur les hydrocarbures

"Que le timing ne soit pas approprié sur le plan politique et institutionnel pour élaborer et faire approuver une telle loi cela est évident aussi, y compris, d'ailleurs, au regard des investisseurs internationaux potentiels qui attendront la mise en place d'institutions légitimes pour la tester", a-t-il souligné dans sa déclaration. "Il y a des opinions qui s'expriment observant même qu'un président légitime n'est pas suffisant et qu'il faudra attendre un nouveau Parlement pour voter une telle loi. Pour le fond, et pour autant que je sache, il n'y a pas, dans le nouveau texte, de recul en termes de souveraineté sur les gisements découverts". S'agissant de la méthode, M. Mikideche considère qu'"il y a, à présent, une problématique émergente, dont il faudra tenir compte s'agissant de la politique des hydrocarbures: celle de la transition énergétique. Cela d'autant qu'à la fin de la prochaine décennie, les courbes de production et de consommation d'énergies vont se croiser". Dans ce contexte, la vraie question est d'inscrire cette loi dans "une démarche stratégique portant consensus national sur la transition énergétique du pays", a-t-il recommandé, jugeant que "cela ne pourrait se faire que par un Président de la République et un Parlement légitime après un large débat national". La révision prendrait ainsi "la forme d'une loi organique sur la transition énergétique qui encadrerait les différentes composantes de la production et de la consommation énergétique: énergies renouvelables, énergies fossiles y compris le sujet qui fâche des hydrocarbures non conventionnels et la rationalisation du modèle de consommation énergétique", a-t-il soutenu. Une telle approche demande, a-t-il estimé, "à la fois de respecter le principe de réalité, d'avoir de la lucidité et une vision à long terme dans la problématique énergétique sensible et complexe tout en étant en écoute citoyenne". Il a recommandé, qu'"à ce propos, les appréhensions du mouvement populaire devront trouver des réponses, à la fois sur le timing, la forme et le fond. Alors, après avoir attendu depuis 2014, donnons du temps au temps. C'est ainsi que se construiront les consensus sur les grandes problématiques nationales telle que celle de l'énergie".

N.I

Port de pêche d'Alger : lancement d'une série de cours modèles sur l'environnement

Les élèves des deux cycles d'enseignement primaire et moyen de la direction de l'Education (DE) d'Alger centre bénéficient, tout le long de l'année scolaire en cours, de cours modèles de sensibilisation en milieu marin, a-t-on appris, jeudi, d'une source de la l'administration du port de pêche d'Alger.

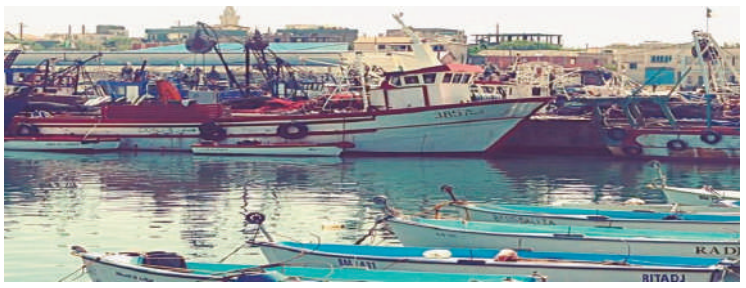
Il a été procédé, au cours de la semaine courante, au lancement "d'une série de cours modèles de sensibilisation à l'environnement" dans la sphère maritime qui touchera "progressivement" l'ensemble des établissements scolaires primaires et moyens de la DE d'Alger centre, a précisé M. Hamza Hebbache dans une déclaration à l'APS, expliquant que le but était de diffuser la culture environnementale permettant aux générations futures de connaitre les dangers de la pollution maritime et les modalités de l'endiguer ou de réduire ses risques.

Fruit d'une coordination entre la direction de l'Education et la direction de la Pêche et de l'aquaculture, ces cours modèles seront dispensés pour la deuxième année consécutive par des spécialistes tout le long de l'année scolaire, à l'exception des périodes de compositions et des vacances, a-t-il poursuivi.

Axés sur les dangers de la pollution de la mer et son impact sur la biodiversité marine de la Méditerranée dont la Baie d'Alger, ces cours concernent les élèves de 5e année primaire et ceux du cycle moyen.

Le coup d'envoi du programme a été donné, mardi dernier, depuis le primaire Ahmed Abdellatif de la Casbah, avec la présentation du premier cours modèle, dans l'espoir de dispenser un cours tous les mardis dans les différents établissements.

Par ailleurs, M. Hebbache a indiqué que l'administration du port de pêche s'attelait à poursuivre sa campagne de sensibilisation aux "risques de jeter des articles plastiques au large de la mer", lancée début octobre courant sur initiative de la Direction de wilaya, au profit des propriétaires de chalutiers et des professionnels du secteur, faisant état de plusieurs opérations de collecte de déchets marins sur la



côte algéroise.

Quelque 50 sacs ont été remplis de déchets collectés du port de pêche d'Alger lors de la première opération de nettoiement, en attendant d'organiser une opération similaire incessamment en coordination avec l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL).

Dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, menée par le ministère de l'Agriculture et placée sous le thème "un arbre pour chaque citoyen", une opération de boisement d'espaces verts du port de pêche d'Alger est prévue le 31 octobre prochain, et une cérémonie en hommage à nombre de moudjahidine et professionnels du secteur, coïncidant avec les festivités de célébration du 65e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale.

Constantine : fort engouement du public pour le Salon "Darna Expo"

La première édition du Salon de l'habitat et de la promotion immobilière, ouverte jeudi à la maison de la culture Malek Haddad de Constantine, a été caractérisée par une forte affluence du public.

Organisée par l'agence de communication ''Hoggar Events'', la manifestation de trois jours, baptisée ''Darna expo'', regroupe plus d'une quinzaine d'exposants issus de la wilaya de Constantine activant dans le domaine de l'immobilier, de l'ameublement et de la décoration.

Cet événement représente une opportunité pour faire connaître les nouveautés dans le secteur de l'immobilier et promouvoir la mise en relation d'affaires dans le domaine de l'ameublement et de la décoration, a indiqué à l'APS le représentant de ''Hoggar Events", Hamza Bouhbila.

Le Salon ''Darna Expo'' a été pensé pour offrir au public des solutions immobilières répondant à leurs besoins et selon leurs bourses par des promoteurs immobiliers aussi bien du secteur privé que public, mais aussi par des professionnels de l'ameublement et de la décoration, a-t-il précisé.

Le public est ainsi invité à prendre connaissance des offres immobilières sur le marché local des nouveautés en matière de "haut standing", et de structures moderne alliant confort et sécurité, ont encore expliqué les organisateurs.

Des animations liées à la décoration d'intérieur sont au programme des organisateurs qui espèrent faire de cette manifestation à caractère économique et commercial un événement phare du secteur de l'immobilier dans la wilaya de Constantine.

Tizi-Ouzou: lancement d'une campagne de reboisement de près de 70.000 arbres

Une campagne de reboisement et de reverdissement, portant sur la mise en terre, de prés de 70.000 arbustes, toutes espèces confondues, a été lancée, jeudi, par la conservation des forêts de Tizi-Ouzou, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'arbre.

Le coup d'envoi de cette campagne menée de concert avec les différents partenaires du secteur des forets, a été donné au Centre d'enfouissement technique de Oued Fali, par le wali Mahmoud Djamaa. Ce site a bénéficié d'un programme de plantation d'un total de 1.500 arbres qui seront mis en terre tout autour du CET en forme de clôture en vue de le protéger notamment de l'érosion du sol, a-t-on expliqué sur place.

Durant cette même opération placée sous le slogan "un arbre pour chaque citoyen, il est prévu la plantation durant ces deux jours d'un total de 5.200 plants sur 45 sites à travers les communes de daïras de Tigzirt, Azazga, Azeffoune, Draa El Mizan et Larbaa n'Ath Irathen, selon le programme communiqué à l'APS.

Un programme total de 23.180 plants est prévu dans 136 sites situés dans des zones urbaines et périurbaines ainsi que des institutions publiques à travers 25 communes. La plantation s'étalera jusqu'au 21 mars prochain, a indiqué à l'APS le conservateur de forets Ould Mohamed Youcef.

Une autre campagne de plantation en milieu forestier est également prévue durant cette campagne de reboisement 2019/2020. Elle porte sur le reboisement de 100 ha soit environ 44.000 plants sur plusieurs sites de la wilaya, a ajouté M. Ould Mohamed quia appelé les collectivités locales à contribuer à cet effort de préservation du massif forestier.

Le wali a annoncé que la priorité sera donnée aux communes touchées par les incendies afin de leur permettre de reconstituer le couvert végétal forestier ou fruitiers détruits par les feux.

Il a rappelé que la wilaya a bénéficié d'un programme de plantation de 21.788 arbres fruitiers dont 9.330 oliviers, 8.218 figuiers et 4.240 cerisiers.

Ce programme touchera les 67 communes et a été inscrit à l'indicatif de la conservation des forêts, pour un montant de 13,4 millions de DA. Il a été confié à quatre entreprises et sera lancé à l'occasion de cette campagne qui s'étale du 25 octobre 2019 au 21 mars 2020.

Annaba: le président d'APC de Ain El Barda suspendu de ses fonctions

Le président de l'assemblée populaire communale (P/APC) de Ain El Barda (Annaba), Rabai Mehaouchi du parti du Front de libération nationale (FLN) a été suspendu, jeudi de ses fonctions à la tète de cette collectivités locale, a annoncé le wali, Tewfik Mezhoud.

Le même responsable, a précisé en marge de l'installation au siège de la commune d'Annaba du nouveau président de l'assemblée populaire communale (P/APC) de cette même commune que cette suspension a pour but de mettre fin à la situation de blocage à laquelle est confrontée cette collectivité locale ainsi que les poursuites judiciaires que fait l'objet le maire suspendu.

Le wali a affirmé que la priorité reste d'assurer le bon fonctionnement de cette collectivité locale dans l'intérêt de ses citoyens.

Deux morts dans une explosion de l'une des unités du complexe « Tosyali » d'Oran

Une explosion survenue vendredi matin, au sein de l'une des unités du complexe sidérurgique « Tosyali », situé à Béthioua, est d'Oran, a fait (02) deux morts et un blessé, selon un premier bilan provisoire communiqué à l'APS, par la direction de l'entreprise.

Il s'agit d'une explosion observée au niveau de l'unité de dépoussiérage du complexe, les circonstances de cet incident n'ont pas été encore connues, selon la même source.

Des équipes spécialisées se sont sur place pour enquêter sur les causes de cet incident, a-t-on indiqué, notant que cette explosion a fait un blessé au minimum et qui a été transféré vers l'hôpital.

Tosyali, est une société de droit algérien, spécialisée dans la sidérurgie, entrée en production depuis 2013 dans le cadre d'un investissement réalisé par un opérateur turc.

El Tarf

Classification "prochaine" de Ksar Lalla Fatma en site archéologique national

Ksar Lalla Fatma, un site archéologique datant de l'époque romaine, situé au cœur de l'agglomération d'Oued Djenane, relevant de la commune frontalière d'El Ayoune (40 kilomètres du chef-lieu de la wilaya d'El Tarf) sera "prochainement" classé sur la liste nationale des biens culturels protégés par la loi, a indiqué, le directeur local de la culture. Gardé jalousement au beau milieu d'une forêt de chênes liège, se trouvant aux frontières algéro-tunisiennes, ce site sera bientôt classé, a ajouté M.Safi Adel, précisant que le dossier de sa classification sur la liste des monuments historiques et sites archéologiques est actuellement soumis à la commission nationale des sites et monuments qui relève du ministère de la Culture. Ladite commission avait demandé, en mars 2018, des compléments sur ce site archéologique eu égard à son "importance historique", a ajouté la même source, signalant que l'ensemble des informations supplémentaires ont été transmises, durant l'exercice en cours, à la tutelle pour une nouvelle approbation du dossier. Au cours d'une visite à ksar Lalla Fatma, organisé par la wilaya au profit des journalistes et correspondants de presse à l'occasion de la journée nationale de la presse, le chef de l'exécutif Harfouche Benarar a souligné l'impératif de la préservation de ce site archéologique insistant sur les efforts à consentir pour la réhabilitation et la valorisation des lieux enchanteurs et leur exploitation à des fins touristiques. Dans cette optique, Rédha Attoui, un architecte agrée par la tutelle et enseignant à l'université Badji Mokhtar a présenté, sur place, un exposé dédié à la panoplie de pièces et ruines archéologiques disséminés au niveau de ce site et dont les fouilles, effectuées entre 2011 et 2016, ont permis de lever le voile sur un pan de l'histoire de cette région. L'accent a été à cette occasion mis sur le rôle des médias dans la sensibilisation sur l'importance de la préservation de ces sites du vandalisme et "leur exploitation valorisante par les riverains". De son côté, le responsable du bureau d'étude Abdelaziz Samir chargé du plan de protection et de mise en valeur du site Lalla Fatma a "rappelé que cette étude finalisée en 2016 a nécessité une enveloppe financière de l'ordre de 54 millions de dinars relevant que les travaux de réhabilitation et de mise en valeur du site seront entamés après sa classification. Ksar Lalla Fatma, situé au cœur d'une forêt de chêne-liège, est un édifice à deux étages.Un pan de mur de huit mètres de haut, une villa et un ensemble de fermes, d'huileries et d'ateliers de transformation de produits agricoles peuvent y être admirés. De nombreuses pièces archéologiques sont également dispersées tout autour du Ksar, dont des pressoirs d'olives et de grains, des roues, des pierres taillées agencées et un aqueduc de 900 m encore intact. Ce site, objet de nombreuses fouilles archéologiques, est classé patrimoine national. Il renferme aussi plusieurs fragments de céramique, des tuiles et des bains chauffés par le sol.

K.S

Jusqu'au 19 novembre à Alger

Les châteaux tchèques en exposition

La République Tchèque sera à l'honneur en Algérie du 23 octobre au 19 novembre 2019. En effet, une exposition mettra en avant les plus beaux châteaux de Bohême et de Moravie pour le plus grand plaisir des curieux. C'est au Palais des Raïs et grâce à une initiative de l'Ambassade de la République Tchèque en Algérie que le public pourra aller à la découverte d'une des plus belles régions d'Europe de l'Est. Une initiative qui exposera 37 illustrations et informations sur les châteaux du pays. Il est à noter que cette exposition va dans le sens de la commémoration du 30ème anniversaire de la Révolution de Velours qui se déroula en Tchécoslovaquie en novembre 1989. C'est d'ailleurs suivant un critère historique dans un premier temps, puis architectural et artistique, que les châteaux ont été sélectionnés.

S.I

Le 9 novembre à Oran

Projection de « la colline aux coquelicots »

Hayao Miyazaki sera à l'honneur à Oran le 9 novembre prochain. Connu pour plusieurs chefs-d'œuvre d'animation japonaise dont notamment « Mon voisin Totoro », il s'agira ici d'une projection de « La colline aux coquelicots ». C'est au niveau de l'Institut Français d'Oran qu'aura lieu la projection. Une chance donc pour les fans du genre et à plus forte raison de Hayao Miyazaki qui pourront apprécier « La colline aux coquelicots » sur grand écran. Pour rappel, l'histoire du film est celle d'Umi et Shun, une fille et un garçon qui se rencontrent dans des circonstances particulières du Japon des années 1960. Ils finissent par se lier d'une relation qui ne manquera pas cependant d'être bousculée par un mystérieux passé commun qui les unit.

S.I

Du 7 au 16 novembre

10ème édition du festival international du cinéma d'Alger

La 10ème édition du Festival International du Cinéma d'Alger aura lieu du 7 au 16 novembre prochains à l'office Riadh El-Feth. Cet événement se déroulera dans un contexte très particulier où les questions de la liberté d'expression et des revendications sociales à travers le 7ème art seront au cœur des considérations, annonce les organisateurs sur Facebook. Une chaise de réalisateur, entourée de fil de fer barbelé, illustre la publication sur Facebook. En effet, c'est à travers une publication Facebook très sobre que l'organisation a annoncé ces dates. Une subtilité qui en dit long sur les thèmes principaux qui seront au cœur de cette 10ème édition.

k.a

Journée plogging à Sidi Bel abbes

La ville de Sidi Bel Abbes accueille ce samedi 26 octobre un événement destiné aux sportifs écolos. En effet, il s'agit d'un footing durant lequel vous serez invités à vous arrêter pour faire du ramassage. Une initiative purement citoyenne qui se fera dans la convivialité et la bonne humeur. C'est au niveau du lac de Sidi Bel Abbes que se déroule cet événement. Envahi par des détritus, notamment des sacs en plastique, il s'agit pour les intéressés de se dépenser aussi bien pour le bien-être du corps que celui de l'environnement. La course prend son départ du Grand Café du Lac et débute à 15h.

Entretien d'embauche

Questions pour préparer votre entretien

Lors de l'entretien d'embauche vous devez absolument montrer au recruteur que vous avez réponses à toutes les questions ! Questions embarrassantes, questions pièges ? Sachez faire face à toutes les situations ! Vous pouvez refuser de répondre à une question trop personnelle ou embarrassante mais vous devez toujours rester honnête et ne pas mentir. Voici 10 questions qui pourront vous aider à préparer votre entretien :

Parlez-moi de vous...

Cette question arrive souvent car c'est facile à poser :) Le recruteur cherche à vous connaître, à analyser la façon dont vous allez vous exprimer (clarté, concision, qualité de l'information), mais aussi à vous mettre à l'aise en vous laissant la parole de façon à vous mettre en valeur.

Variante : Comment vos amis ou collègues vous décriraient ? Le recruteur cherche ici à juger quel recul vous avez sur vous-même tout en essayant d'en savoir plus sur votre personnalité.

Pouvez-vous me parler d'une expérience professionnelle dont vous soyez particulièrement fière, qui vous a particulièrement motivé ?

Choisissez une expérience qui a de préférence un lien avec le poste visé et où vous ayez eu un rôle important. Attention de bien expliquer le contexte de la mission, votre rôle / pouvoir dans une éventuelle équipe, les résultats obtenus, en quoi s'agissait-il d'un succès ?

Variantes : Quelles sortes de risques avez-vous été amené à prendre dans votre vie ? Aviez-vous des responsabilités ? Si oui, lesquelles ?

Décrivez moi une expérience professionnelle pendant laquelle vous avez du surpasser des problèmes ou des obstacles ? Comment avez-vous pu résoudre ces problèmes ?

Les problèmes en entreprises sont courants (manque de compétences, processus inefficaces, fortes personnalités, manque de budgets...) : le recruteur cherche à savoir si ces obstacles vous font peur et si vous êtes assez débrouillard et indépendant pour ne pas vous noyer dans un verre d'eau.

Variante : Aimez-vous les difficultés ?

Pourquoi avez-vous choisi cette formation ? Regrettez-vous ce choix ?

Le recruteur souhaite comprendre ce que vous avez appris et, par conséquence, ce que l'on peut attendre de vous, ce qui vous a passionné. Aussi, il peut vérifier que vous avez assumé votre choix et que vous avez su tirer parti de votre formation : montrez-vous sûr de vous !

Aimez-vous le travail en équipe ?

En entreprise le travail en équipe est quasi obligatoire : le recruteur veut savoir si vous allez bien vous intégrer dans l'équipe. Montrez que vous aimez le travail en équipe et que vous appréciez de travailler avec différentes personnalités.

Variante : Préférez-vous travailler seul ou en équipe ?

Savez-vous dire « non » ?

Le recruteur veut connaître votre pouvoir de prise de décision, savez-vous exprimer votre décision même si la personne en face de vous ne va pas l'apprécier. Donnez des exemples professionnels.

Variante : Acceptez-vous facilement les ordres ?

Que faites-vous pendant vos loisirs ? Quelles sont vos passions ?

Le recruteur peut avoir l'air de détendre l'atmosphère, mais attention il continue à vous analyser et à essayer de mieux comprendre l'intégralité de votre personnalité? restez toujours professionnel ! Ne pas détailler des passions trop intimes ou pas facile à expliquer (la couture chez mamie, l'élevage de grenouille, les collections de timbre : l'idée est de donner toujours une image positive et dynamique de vous même.

Quels sont vos points faibles ? (Quels sont vos points forts ?)

Attention !! Question piège la plus posée (un grand classique des recruteurs en entretien d'embauche) ! Montrez que vous avez suffisamment de recul sur vous-même pour discerner vos défauts et vos axes d'améliorations. Le recruteur cherche à connaître les risques qu'il prend en vous embauchant : décrivez vos défauts et les mesures que vous avez prises pour corriger ces défauts ; ainsi votre point faible sera gommé par votre plan d'action pour faire disparaître celui-ci. .

Variantes : Définissez-vous en 6 adjectifs (positifs et négatifs). Si j'en parlais avec votre ancien employeur, comment définirait-il vos principales qualités et vos principales faiblesses ? Que nous apportez-vous qui fasse la différence avec les autres candidats ?

Pouvez-vous donner des exemples concrets et précis de ce que vous expliquez ?

Le recruteur souhaite toujours avoir des exemples précis pour ne pas se contenter de vos déclarations mais aussi afin de vérifier vos idées. Le recruteur pourra vous demander des chiffres clés pour comprendre l'ampleur d'un succès éventuel que vous relatez, mais aussi pour essayer de vous déstabiliser au milieu de votre discours.

Pourquoi avez-vous quitté cet emploi ? Pourquoi cherchez vous à quitter cet emploi ?

Encore une autre manière de comprendre qu'est ce qui vous motive, et quels sont les éléments qui vous déplaisent ou qui vous pousse à partir d'une entreprise. Le recruteur cherche aussi à savoir combien de temps vous allez rester dans l'entreprise, êtes vous instables dans une entreprise ? Attention durant l'entretien d'embauche ne dénigrez pas d'anciens salariés, ne dévoilez pas de données confidentielles que vous auriez pu obtenir dans un précédent emploi. Ces confidences sont peu appréciées car elles démontrent un manque de professionnalisme.

Question bonus : quelles sont vos perspectives professionnelles à court, moyen et long terme ?

C'est une question piège car il faut à la fois paraitre comme ambitieux, mais aussi réaliste (terre à terre) et humble, et surtout cohérent dans votre discours face à l'emploi que vous visez le jour de l'entretien ! Le recruteur va aussi juger/analyser dans votre réponse si vous allez partir au bout de 6 mois une fois en poste... ce qu'il ne souhaite pas évidemment.

K.A

Qu'est-ce qu'une entreprise en démarrage

Une entreprise en démarrage est une entreprise dans les premiers stades de développement. Elles peuvent rester à ce stade jusqu'à trois ans. Les entreprises en démarrage prennent de nombreuses formes. Elles peuvent:

*Être des entreprises individuelles, des sociétés de personnes, des sociétés à responsabilité limitée ou des sociétés par actions

*Vendre un produit ou un service existant, ou un nouveau produit ou service

*Vendre à un marché établi ou à un nouveau marché

*Être exploitée à l'échelle nationale ou internationale

*Répondre à de nouveaux besoins du marché

*Répondre à un besoin existant du marché auquel répondait une entreprise qui a quitté ce marché

*S'établir dans un secteur d'activité existant ou un nouveau secteur

*Être lancée par quelqu'un avec ou sans expérience professionnelle préalable

*Être entièrement financée ou requérir les fonds d'investisseurs

Si un tout nouvel entrepreneur achète une entreprise existante, l'entreprise n'est pas considérée comme une entreprise en démarrage.

S.I

Comment évaluer le potentiel d'un candidat?

LinkedIn a interrogé 1300 recruteurs pour savoir quelles étaient les questions qu'ils posaient pour mieux cerner le candidat.
Difficile lors d'un entretien de 30 minutes de faire le tour de la personnalité d'un candidat et de savoir quelles sont ses capacités d'adaptation, de priorisation ou encore ses facilités à la collaboration. LinkedIn a listé les 6 questions les plus efficaces pour mieux cerner son potentiel.

Quelles sont les compétences personnelles que les recruteurs cherchent?

La capacité à s'adapter, l'adéquation avec la culture de l'entreprise, le leadership, le sens de la priorisation ou encore la facilité à collaborer. Mais ce n'est pas à la lecture du CV ou bien lors d'un court entretien que le recruteur peut se faire un avis. Sauf s'il connaît les bonnes questions qui permettront d'évaluer le potentiel d'un candidat dans chacun de ces critères d'ordre comportemental. LinkedIn a interrogé 1300 recruteurs pour savoir quelles étaient les questions qu'ils posaient pour mieux cerner le candidat. Voici celles qui sont les plus populaires parmi ces experts:
Pourriez-vous me parler d'une occasion où vous avez dû faire quelque chose que vous n'aviez jamais fait auparavant? Comment avez-vous réagi? Quel enseignement en avez-vous tiré?
Au travers de cette question, le recruteur cherche à évaluer la capacité du candidat à s'adapter. Une qualité qui est jugée comme essentielle par 69% des responsables de recrutement: pour rester performante, une entreprise doit s'adapter au marché et pour cela, il est nécessaire que ses employés sachent suivre ces mutations.

Quels sont les trois points les plus importants, selon vous, dans un travail?

Pour être performant, un salarié doit être en adéquation avec les valeurs de l'entreprise. Cette question permet au recruteur de mieux cerner la vision du candidat sur ce point. Attention, il ne s'agit pas de recruter des personnes qui pensent et agissent selon un mode identique. "Recherchez plutôt des candidats qui partagent les mêmes valeurs que votre entreprise, tout en amenant de la diversité de pensée et d'expérience pour stimuler votre organisation", conseillent les experts de LinkedIn.

Donnez-moi un exemple d'une situation où vous avez dû travailler avec quelqu'un avec qui vous aviez des difficultés à vous entendre. De quelle manière avez-vous géré vos interactions avec cette personne?

Une bonne collaboration entre les individus et les services permet aux dossiers d'évoluer plus rapidement. Voilà pourquoi les recruteurs ont tout intérêt à poser cette question pour s'assurer que le candidat sait travailler en équipe.

Parlez-moi de la dernière fois où quelque chose d'important ne s'est pas passé comme prévu au travail. Quel était votre rôle? Quel en a été le résultat?

Cette question s'adresse aux profils les plus expérimentés, qui auront un rôle de manager ou de dirigeant. Les recruteurs aiment poser cette question pour voir si la personne qu'ils ont face à eux est capable de leadership. Autrement dit, si elle est susceptible d'enthousiasmer, de motiver une équipe mais aussi de déceler et de développer le potentiel de ses collaborateurs.

Souvenez-vous d'une fois où votre responsable n'était pas disponible lorsqu'un problème s'est produit. Comment avez-vous géré la situation? Qui avez-vous consulté?

L'environnement de travail est en constante évolution, et les recruteurs doivent s'assurer que la personne qu'ils ont choisie sera rapidement opérationnelle mais saura aussi développer les compétences pour répondre à des nouveaux besoins. Et ainsi éviter de lancer d'autres recrutements, forcément longs et couteux. Cette question permet donc d'évaluer si le candidat possède les ressources pour s'adapter et faire face à des situations imprévues.

Pourriez-vous me parler d'une occasion où vous avez dû vous occuper de plusieurs projets à la fois? De quelle manière avez-vous organisé votre emploi du temps? Quel a été le résultat?

Un collaborateur efficace est celui qui ne perd pas pied quand les dossiers s'accumulent et sait gérer les priorités. D'où l'intérêt de poser cette question pour voir si le candidat sait s'organiser. Embaucher quelqu'un qui n'en est pas capable signifie que des dates d'échéances importantes et le calendrier de certains projets peuvent passer à travers les mailles du filet et en fin de compte être un obstacle à vos affaires, mettent en garde les experts de LinkedIn.

k.a

Accélérateur d'entreprises

Un accélérateur d'entreprise est un programme qui offre aux entreprises en démarrage l'accès à du mentorat, à des investisseurs et à d'autres formes de soutien pour les aider à devenir stables et autonomes. Les entreprises qui utilisent des accélérateurs sont généralement des entreprises en démarrage ayant franchi les premières étapes de fondation. Essentiellement, elles ont terminé leur «adolescence», ce qui signifie qu'elles sont autonomes, mais requièrent des conseils et du soutien de leurs pairs pour se renforcer. Les entreprises moins développées recourent plutôt à un incubateur d'entreprises pour du soutien. En plus d'offrir du mentorat et des occasions d'investissement, un accélérateur d'entreprises permet aux sociétés d'accéder à des ressources logistiques et techniques, ainsi qu'à de l'espace de bureau partagé. Un accélérateur maillera aussi les entreprises à d'autres semblables dont l'expérience pourrait s'avérer bénéfique. Un programme d'accélérateur peut durer de deux à six mois. Le programme vise à ce que les entreprises en sortent prêtes à fonctionner de leur propre chef, avec une position forte leur permettant de réclamer une part de leurs marchés cibles.
Il existe deux principaux types d'accélérateurs d'entreprises:
1-Les programmes de démarrage durent de deux à quatre mois et se concentrent sur les entreprises en démarrage moins matures. Ces programmes les aident à établir leur fondation d'affaires avant de leur offrir l'occasion de présenter leurs idées aux investisseurs.
2-Les programmes de transition durent jusqu'à six mois et se concentrent sur les entreprises en démarrage plus matures, les reliant à une gamme complète de soutien et d'opportunités.

k.a

Absence au travail

Un avantage concurrentiel consiste en tout ce qui confère à une entreprise un avantage sur ses concurrents, l'aidant à attirer plus de clients et à accroître sa part de marché. Un avantage concurrentiel peut prendre trois formes principales:
*l'avantage de coût : produire un produit ou fournir un service à un coût inférieur à celui des concurrents,
*l'avantage de l'offre : différencier un produit en ajoutant des fonctionnalités très appréciées des clients,
*l'avantage de créneau (ou niche) : servir un segment précis du marché mieux que quiconque.
Le fait d'exceller dans au moins une de ces trois catégories tout en restant concurrentiel dans les deux autres place une entreprise en position de force par rapport à ses concurrents. Si une entreprise n'obtient qu'un rendement moyen dans les trois catégories, elle ne se démarquera pas sur le marché. Elle risque alors d'offrir un sous-rendement et même, d'échouer. Pour savoir comment améliorer leur avantage concurrentiel, les entreprises peuvent utiliser l'information recueillie avec une analyse FFPM.
Les avantages concurrentiels durent de moins en moins longtemps. La technologie numérique confère aux clients plus de pouvoir et de choix que jamais, alors que la prise de décision fondée sur des données permet aux entreprises d'effectuer aisément des recherches approfondies sur leurs concurrents. Aujourd'hui, les entreprises doivent être plus flexibles pour s'adapter rapidement aux forces concurrentielles. Voici certaines des adaptations qu'elles doivent faire:
-rendre les employés autonomes;
-encourager le travail d'équipe et la collaboration;
accroître les partenariats externes;
-améliorer l'innovation;
-intégrer les processus agiles.

b.m

L'autisme

L'autisme est un trouble neurodéveloppemental caractérisé par difficultés dans les relations sociales et la communication ainsi que des patrons de comportement rigides. Les individus touchés présentent également des anomalies dans leurs processus de perception et d'attention et leur développement moteur. D'abord défini de façon étroite comme un trouble impliquant un manque de contact affectif avec les autres, un souci de préservation de la routine, une fascination envers les objets et des déficiences dans la communication langagières, l'autisme est maintenant reconnu comme un syndrome complexe dont la sévérité et les manifestation varient énormément.

L'autisme apparaît dés la première année de vie avec des premières manifestation subtiles et variables qui se transforment en des symptômes clairs vers l'âge de 2 ou 3 ans, et parfois beaucoup plus tard.

Les symptômes

Les symptômes les plus courant chez les l'enfant sont:

Au niveau des interaction sociales:

-Des difficultés a faire des contact visuel, ou a comprends les expression faciale ou a découdre les expression émotionnelles

-Une absence de réponse lorsqu'on appeler par son nom

-Une préférence à jouer seul; à retirer dans son monde

-Une incapacité a se faire des amis de son âge.

Au niveau et de communication:

- L'enfant commencer a parles plus tard que 2 ans
- L'apparition d'autre retard de développement vers 30mois
- L'enfant parle avec un rythme et tonalité anormale
- L'enfant peut répéter des mots mais ne comprend po le sens.

Au niveau de comportement:

- Des crises de colères; des crises agressif dirigés contre soi même et contre les autre l'enfant bouge continuellement
- L'enfant ne cherche pas a partagé ses intérêts avec les autres.

Les causes de l'autisme

Les cause de l'autisme sont encore mal connues; mais la recherche nous fournit peu à peu certaines réponses de toutes les pistes a l'étude trois se démarquent et pourraient être associées a l'autisme.

* La piste génétique:

Mettent en cause une prédisposition génétique qui stipule que dans même famille il est possible de retrouver plusieurs personnes se situent a divers niveaux sur le spectre autistique.

*La piste neurobiologique:

Selon laquelle cette condition proviendrait du système nerveux centrale ,nous savons maintenant que les enfants et les adultes autistes présentent un excédent de synapses dans le cerveau qui est du a un ralentissement d un processus normale d élimination au cours du développement

* La piste environnementale:

Selon laquelle l'autisme découlerait d une agression précoce provenant de facteurs environnementale comme la pollution ,cette piste semble vouloir démontrer que l enfant serait normale a la naissance mais un ou plusieurs éléments déclencherait l' autisme chez lui

En Algérie, la prise en charge des enfants autistes s'améliore

En Algérie, l'autisme demeure une pathologie méconnue. Les enfants et leurs familles doivent faire face à de nombreux préjugés. La prise en charge des enfants autistes, tout comme les actions de dépistage demeurent inadaptée faute de moyens et peinent à se développer.

A El Oued, au Sud-est de l'Algérie, l'association TEJ pour la santé en partenariat avec l'association française SOLIMED, ont initié un programme de formation à destination des professionnels de santé et des parents afin de les soutenir dans la prise en charge des enfants autistes. Accompagnées de consultations médicales, de sorties pédagogiques et de méthodes d'animations participatives, ces formations ont réuni une dizaine de professionnels de santé et bénéficié à une vingtaine d'enfants âgés de 3 à 6 ans et à une quarantaine d'adultes sur une période d'un an. Grâce à ces formations, les parents ont pu mieux comprendre les difficultés de communication de leur enfant et ne plus avoir honte de leur situation. Une mère témoigne : « Après les formations je ne cherche pas que Soudjoud parle avec moi, mais j'ai compris qu'elle parle avec le corps et pour arriver à un langage verbal elle doit passer par d'autres passages tels que le corporel » et une autre maman affirme « Maintenant je peux participer aux mariages dans le village. Je n'ai plus honte comme avant ».

Les formations, le stage et les réunions de suivi pédagogique hebdomadaires ont renforcé les compétences des professionnels en dépistage, diagnostic et prise en charge. Après quelques mois d'activités, les troubles de comportement ont diminué chez les enfants et une réelle acceptation et compréhension de ce handicap a été constatée chez les parents. Actuellement 4 enfants autistes, parmi les 20 pris en charge, ont intégré l'école ordinaire. La pérennité du centre à la fin de ce financement est assurée. Tej a reçu la visite de la Ministre de la Solidarité et du Wali de la Wilaya qui ont décidé de soutenir le centre d'accueil pour enfants autistes à long terme et se sont engagés à couvrir les salaires du personnel du centre.

Plaidoyer pour la consolidation de la formation d'éducateurs spécialisés

La consolidation des dispositifs de formation et d'insertion d'éducateurs spécialisés dans la prise en charge des autistes est perçue comme une priorité majeure par le mouvement associatif oranais dédié à cette catégorie sociale.

À l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation à l'autisme, plusieurs associations locales étaient unanimes à mettre l'accent sur l'importance du rôle de l'éducateur dans l'amélioration comportementale des enfants souffrant de troubles du spectre autistique (TSA). "La consolidation de la formation du personnel psychopédagogique est un préalable fondamental dans le processus d'amélioration de la prise en charge des enfants autistes", a affirmé la présidente de l'association "IMC-Nour", Houaria Djebbari. L'autisme constitue le deuxième type d'handicap couvert par cette association qui a intégré cette pathologie dans sa vocation en réponse à "la forte demande exprimée par les parents", a indiqué Mme Djebbari. La similitude des méthodes psychopédagogiques appliquées aux enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale a ainsi encouragé l'association à créer une section spécifique aux enfants TSA dans son établissement agréé par le ministère de tutelle (Solidarité nationale). Près de 70 enfants "TSA" sont aujourd'hui suivis au sein de cette section, a fait savoir la présidente d'IMC-Nour, signalant toutefois que ce chiffre est encore en-deçà des besoins réels sachant que quelque 190 autres enfants sont inscrits sur la "liste d'attente" faute de personnel spécialisé. En plus de la formation de l'effectif, Mme Djebbari a également insisté sur la nécessité de consolider les dispositifs publics d'insertion à l'effet d'élargir la prise en charge à la mesure des besoins exprimés. D'autres associations ont abondé dans le même sens pour alerter sur le déficit en effectif spécialisé qui gagnerait à être comblé pour envisager des activités ayant un impact positif sur l'amélioration comportementale des enfants TSA. A ce titre, la création d'une structure à caractère sportif a été vivement recommandée par les responsables d'autres collectifs parentaux d'aide aux autistes, à l'instar des associations "Espoir Autisme" et "Amani" qui saluent dans ce sens les initiatives des parcs d'attractions publics et privés d'accueillir gratuitement tous les enfants aux besoins spécifiques. La concrétisation de cet objectif passe forcément par la mise en place d'un plan d'actions à même d'assurer la formation d'un personnel qualifié, a-t-on souligné, en plaidant pour la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs de la prise en charge de cette catégorie sociale. Le mouvement associatif œuvre à l'inclusion des enfants autistes à Oran avec l'appui des institutions partenaires à l'instar des Directions de la santé, de l'action sociale, de l'éducation, de la jeunesse et des sports, et de la formation professionnelle. L'autisme, pour rappel, est une pathologie qui se manifeste dans les deux premières années de la vie de l'enfant aux plans cognitif et comportemental, dont, entre autres signes, des déficits d'interaction sociale (isolement), des troubles de l'humeur et alimentaires, souvent avec une absence ou retard de langage. En l'absence de traitement avéré pour cette pathologie, les neuro-psychologues appliquent essentiellement des techniques dites "comportementales" pour développer les facultés cognitives du jeune sujet.

Mise en service de "la maison de l'espoir et de la solidarité"

La maison de l'espoir et de la solidarité, un centre spécialisé dans la prise en charge des enfants autistes, a été mise en service dernièrement dans le pôle urbain Hamla 1 de la ville de Batna. Le centre représente l'un des rares centres à l'échelle nationale destinés à la prise en charge de cette catégorie d'enfants, selon les explications fournies au wali de Batna, Farid Mohammedi, qui a présidé la mise en service de cette structure. Relevant de la Direction de l'action sociale (DAS), ce centre dispose de salles pour le traitement, le soutien psychologique, l'évaluation pédagogique, psychomotrice et comportementale, mais aussi d'un encadrement composé d'orthophonistes, de spécialistes en psychologie clinique, d'un psychiatre et d'éducateurs. La maison de l'espoir et de la solidarité est également dotée d'un dortoir, d'ateliers pour les enfants, d'une aire de jeux extérieure, d'une ferme pédagogique d'élevage d'oiseaux et d'un pavillon consacré à la prise en charge des enfants souffrant d'un handicap d'origine neurologique. La structure aura pour principales missions de procéder à un diagnostic précoce de l'autisme et d'accompagner les enfants autistes ainsi que ceux ayant un handicap d'origine neurologique et leurs familles, en plus de prévoir les rechutes qui affectent cette catégorie d'enfants au cours du traitement notamment au début de leur scolarité et durant la période sensible de l'adolescence. Aménagé et rééquipé sur instruction du wali de Batna qui a décidé ainsi de répondre aux préoccupations des parents se plaignant de l'exiguïté de l'unique service réservé à cette catégorie, situé à l'hôpital psychiatrique d'El Maâdar, le lieu abritant ce nouveau centre était à l'origine le siège de la maison des associations qui n'a jamais été exploité. Selon Dr. Djamila Boudliou, psychiatre au sein de l'établissement hospitalier spécialisé de cette même commune, le service réservé aux enfants autistes procède, à ce jour, au suivi de 4.435 cas d'autisme issus de Batna et de plusieurs wilayas du pays. Par ailleurs, en marge de l'ouverture de cette maison de l'espoir et de la solidarité, une convention de coordination et de coopération a été signée localement entre les secteurs de la santé, l'éducation, la formation professionnelle et l'action sociale afin de prendre en charge cette catégorie d'enfants en vue de garantir leur intégration dans la société.

Nécessité de s'adapter aux nouveautés de prise en charge des enfants autistes

Les participants au deuxième colloque national sur l'insertion sociale des autistes, organisé dernièrement à Sidi Bel-Abbès, ont insisté sur la nécessité de s'adapter aux nouveautés et à l'évolution de la prise en charge des enfants autistes. Des universitaires, spécialistes et praticiens venus de différentes wilayas du pays ont appelé à s'adapter aux nouvelles méthodes de prise en charge des enfants autistes et des moyens proposés dans le monde pour aider cette frange à développer ses aptitudes et à améliorer sa situation sociale. La présidente du colloque, professeur Waheb Mehdia a abordé, dans sa communication sur l'autisme et les troubles du comportement, les voies de prise en charge des autistes et leur insertion, soulignant que l'adaptation à l'évolution scientifique de prise en charge de l'autisme nécessite une coordination entre toutes les parties impliquées dans l'insertion sociale, scolaire, professionnelle et sanitaire de cette frange. Au passage, elle a mis l'accent sur l'importance d'accompagnement des parents d'enfants autistes pour leur assurer une prise en charge totale et les aider à s'intégrer et à développer leurs capacités. Boudiaf Nawal de l'université de M'silla a traité, dans sa communication, de l'intérêt accordé aux personnes aux besoins spécifiques notamment les autistes et de l'importance du programme d'éducation s'appuyant sur des moyens didactiques dont le récit et la vidéo comme modèle réussi dans le développement des compétences et du savoir-faire des autistes. Dans ce cadre, elle a insisté sur le rôle de la société en œuvrant à développer les capacités de cette couche et à l'insérer dans la société en adéquation avec l'évolution scientifique et technologique dans le monde. Cette rencontre, initiée par la faculté des sciences sociales et humaines de l'université "Djilali Liables" de Sidi Bel-Abbés, a vu la présence d'universitaires, de psychologues et de médecins résidents qui ont traité des moyens de prise en charge des enfants autistes et leur insertion dans la société.

Finalement, plus de recherches seront nécessaires pour identifier les biomarqueurs de l'autisme. Un obstacle à l'identification de ces biomarqueurs est l'hétérogénéité des manifestations comportementales et neurobiologiques du trouble. Un autre défi consiste à comprendre le rôle des facteurs environnementaux qui affectent les processus biologiques sous-jacents du trouble.

b.m

Trente ans après la disparition de Kateb Yacine

"Nedjma" brille toujours

Il y a trente ans disparaissait celui qui a révélé le potentiel littéraire algérien au monde et renouvelé le théâtre populaire, s'adressant aux Algériens sans distinction d'âge ni de niveau d`instruction. Le romancier, dramaturge et metteur en scène Kateb Yacine s'est éteint un 28 octobre 1989 à l'âge de soixante ans. Né en 1929 à Constantine, Kateb Yacine aura laissé une úuvre littéraire universelle, "Nedjma", publié en 1956 aux éditions françaises "Le seuil". Ce roman qui va se propager en fragments sur toute l'oeuvre théâtrale de son auteur, a fait l'objet de nombreuses thèses universitaires en Algérie et en France, jusqu'aux Etats-Unis et le Japon, entre autres. C`est à la prison de Sétif, où il s`est retrouvé après les manifestations du 8 mai 1945, que le jeune Kateb Yacine a découvert l`oppression, la mort, le vrai visage de la colonisation et surtout son peuple, comme il le confiera lui-même. Suite à cette expérience, traumatisante pour un adolescent de 16 ans, Kateb entame en 1946 l`écriture de son premier recueil de poésie "Soliloques". "J'ai commencé à comprendre les gens qui étaient avec moi, les gens du peuple (...). Devant la mort, on se comprend, on se parle plus et mieux", écrira-t-il en préface. Au lendemain de l'indépendance, Kateb Yacine se tourne vers le théâtre populaire, soucieux de s'adresser au peuple dans sa langue. "L`homme aux sandales de caoutchouc" est jouée, pour la première en 1971, au Théâtre national d`Alger. La pièce est le fruit d'une collaboration entre l'auteur, l'homme de théâtre Mustapha Kateb, et la troupe du "Théâtre de la mer" dirigée par Kaddour Naïmi. Cette expérience donnera ensuite naissance à l'Action culturelle des travailleurs (Act). Sous la direction de Kateb Yacine, la troupe sillonnera pendant près de dix ans villages et places publiques dans la région de Bel Abbas où elle a élu domicile pour faire découvrir le théâtre à ceux qui n`y ont pas accès: "On ne choisit pas son arme. La nôtre, c'est le théâtre", disait-il pour souligner son engagement politique et social. Durant toute cette période, Kateb Yacine n'aura de cesse de modifier ses oeuvres, jouant avec les personnages, pour mieux coller à l`actualité et aux préoccupations populaires. Définitivement focalisé sur l'écriture dramaturgique, traduite vers l'arabe dialectal, ainsi que la mise en scène, Kateb Yacine produira "La guerre de deux mille ans", une úuvre universelle, inspirée du théâtre grec et qui a valu à la troupe une tournée de trois ans en France. "A cette époque, Kateb était la coqueluche à Paris, ses pièces se jouant à guichet fermé tous les soirs", se souvient encore un des comédiens de l'Act, Ahcen Assous. Selon le comédien, cette pièce évolutive "pouvait se jouer plusieurs jours de suite (...) et s'arrêter sur différentes stations importantes de l'histoire de l'humanité". En 1986, Kateb Yacine approche son idéal d'úuvre historique universelle en écrivant un extrait de pièce sur Nelson Mandela, puis "Le bourgeois sans culotte ou le spectre du parc Manceau". Cette dernière était une commande française pour marquer la célébration du bicentenaire de la révolution française.

Se réapproprier Kateb Yacine

Au théâtre comme dans la littérature et la poésie, l'úuvre de Kateb Yacine est "faite pour que la jeune génération se l'approprie, la revisite et la retravaille", estime l'historien de l'art et romancier Benamar Mediene, auteur de "Kateb Yacine, le cœur entre les dents". En fait, le dramaturge est "réfractaire" à la sacralisation de son úuvre, appuie ce compagnon de langue date de l'écrivain. Depuis la disparition de Kateb Yacine, son úuvre dramaturgique n'a jamais cessé d'alimenter les planches algériennes. Des pièces ont été traduites
vers Tamazight et l'Arabe littéraire, d'autres ont été montées en fragments, alors que sa touche en matière de mise en scène garde toute sa fraîcheur. Cependant, en dehors de "Le cadavre encerclé" ou de "Les ancêtres redoublent de férocité", de nombreuses autres úuvres restent encore méconnues du public et rares encore sont les troupes qui consentent à s'attaquer à un texte de Kateb Yacine. Au-delà de la recherche universitaire, le roman "Nedjma" a été adapté au théâtre par le metteur en scène et comédien Ahmed Benaïssa qui souhaitait "désacraliser ce roman, réputé inaccessible", alors qu'un collectif d'artistes, étudiants et universitaire ont entamé la traduction du roman vers l'arabe dialectal et son enregistrement en livre audio. L'auteur de "Nedjma" a également laissé des interviews et des écrits où il expose sa vision de l'Algérie. Une Algérie progressiste qu'il a toujours souhaité "défendre contre toutes les formes d'intégrisme", ainsi qu'il le soulignait dans sa dernière apparition dans les média à l'été 1989. Une foule immense d'hommes et de femmes de tous âges a accompagné la dépouille de Kateb Yacine au cimetière d'El Alia d'Alger où il repose.

Benadel M

Prix national de l'artisanat traditionnel

10 wilayas participent à une sélection régionale à Bouira

Dix wilayas dans le centre du pays ont pris part jeudi à Bouira à une sélection régionale en prévision du prix national de l'artisanat traditionnel avec en lice 84 artisans et 93 produits, a indiqué le directeur de wilaya de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), Azzedine Abdous. "La sélection régionale a été entamée depuis le matin pour choisir les meilleurs produits artisanaux qui devront participer à la sélection finale et nationale qui aura lieu prochainement à Alger", a expliqué M. Abdous. Selon les détails donnés par le directeur de la CAM à Bouira, une commission nationale est en train d'examiner les différents produits artisanaux qui touchent notamment la tapisserie, la poterie, l'habit traditionnel, ainsi que la sculpture sur bois. Azzeddine Abdous a précisé en outre que 84 artisans issus des wilayas de Médéa, Alger, Bouira, Blida, Tizi Ouzou, Tipasa, Chlef, Béjaia, Boumerdès et Ain Defla, ont pris part à la sélection qui s'est déroulée au siège des galeries de la ville de Bouira. "L'objectif de ce prix et de cette sélection est d'encourager les artisans à promouvoir les différentes activités de l'artisanat traditionnel et ce, en passant par l'augmentation de la production et l'amélioration de la qualité", a souligné le directeur de la CAM. Les meilleurs produits, qui seront choisis selon les critères de qualité et d'attractivité, seront présents à la sélection finale du prix national de l'artisanat traditionnel qui se déroulera le 9 novembre prochain à Alger, a expliqué le même responsable.

Oran :

L'influence des proverbes populaires sur les relations sociales et le comportement de l'individu en débat

Le proverbe et l'adage populaires jouent rôle un important dans la vie sociale car exprimant les causes et effets de phénomènes qui se produisent dans la société, ont estimé les intervenants au cours d'un colloque national sur l'influence des proverbes populaires sur les relations sociales et le comportement de l'individu ouvert jeudi à Oran. Bouchefra Nadia de l'université de Mostaganem a souligné que les proverbes populaires font partie de l'identité des peuples et expriment des cas ou phénomènes plus précis de comportements dans la société. A titre illustratif, l'universitaire a abordé différents adages traitant des comportements de la femme et de l'homme, arrivant à la conclusion que ces modes d'expression "ont parfois un impact positif dans l'orientation du comportement et parfois un rôle négatif". Pour sa part, Djaghdam Hadj, de l'université de Chlef, a qualifié les proverbes populaires "d'art d'expression et de dialogue très prisé dans la société ce qui favorise leur pérennité à travers les générations". Les contenus des proverbes populaires ont trait surtout à des comportements et des situations que l'homme rencontre dans sa vie, a-t-il dit. Lors du colloque organisée par le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) à l'initiative de l'Unité de recherche en culture, communication, lettres, langues et arts (URC-CLLA) du CRASC, une série de communications a abordé, entre autres, "le regard de la femme dans les proverbes", "les valeurs éducatives dans l'adage dans le Sud algérien" et "la place des parents et de la moralité dans ces moyens d'expression". Cette rencontre, d'une journée, s'inscrit dans le cadre du projet de recherche sur le thème "la femme dans le proverbe populaire algérien : étude comparative entre l'Ouest algérien et la grande Kabylie", réalisé par l'unité de recherche en culture, communication, lettres, langues et arts, a indiqué le directeur de l'Unité, Hamou Abdelkrim . Le projet vise à faire connaître le patrimoine populaire algérien dans ses dimensions arabe et amazighe et susciter l'intérêt des chercheurs pour ce volet, a indiqué la même source qui a fait part de la proposition de
confectionner un dictionnaire des proverbes populaires en langues arabe et amazighe.

Coupe d'Algérie militaire-2019 :

Le Commandement de la Gendarmerie nationale sacré

L'équipe du Commandement de la Gendarmerie nationale a remporté la 47e édition de la Coupe d`Algérie de football militaire, en s'imposant devant le Commandement de la 1ère Région militaire aux tirs au but 3 à 1 (temps réglementaire : 0-0), jeudi en finale disputée au Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires "Chahid Boujriou Messaoud" de Ben Aknoun (Alger). Cette 47e édition de la finale de Coupe d'Algérie militaire de football s'est déroulée sous la supervision du vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général de Corps d'Armée qui a remis le trophée au capitaine de l'équipe du Commandement de la Gendarmerie nationale. Grâce à cette consécration, l'équipe du Commandement de la Gendarmerie nationale succède au palmarès de la compétition à l'équipe du Commandement de la première Région militaire (RM) qui avait remporté la 46e édition, en s'imposant devant son homologue de l'Ecole des techniques de l'intendance de Blida sur le score de 5-0, lors de la finale jouée le 1er mai 2018 au stade du 5-juillet 1962.

Futsal -Qualifications CAN-2020 (aller) : Algérie - Libye

Prendre une option pour la phase finale

La sélection algérienne de futsal (messieurs) affronte son homologue libyenne, samedi (19h00) à la Coupole du complexe olympique Mohamed Boudiaf (Alger), en match(aller) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), prévue en janvier au Maroc.
La mission de l'équipe algérienne s'annonce compliquée pour sa première participation à une compétition africaine contre un adversaire qui participe régulièrement au tournoi continental depuis son lancement en 2000. L'entraîneur de la sélection algérienne, Nordine Benamrouche, a estimé que son équipe n'était pas favorite contre la Libye, assurant toutefois que les "Verts" joueront leurs chances à fond avant la manche retour. "Dans la vie, il ne faut pas être défaitiste, autrement, il vaudrait mieux rester chez soi. Donc, même si nous ne sommes pas favoris contre la Libye, nous ferons le maximum pour essayer de passer", a déclaré Benamrouche .La création de la sélection algérienne de futsal est en effet toute récente, contrairement à son homologue libyenne, sacrée 2008 et qui compte parmi les meilleures nations africaines dans cette discipline puisqu'elle occupe la 2e place africaine au classement FIFIA. Pour cette double confrontation, le staff technique national a convoqué 14 joueurs dont 12 exerçant en France. Le joueur du MC Béjaïa, Chams-Eddine Ramdane, blessé à la cuisse droite, sera indisponible pour cette rencontre. "Nous disputerons ce tour qualificatif dans la peau de l'outsider. Donc, sans trop de pression. L'autre avantage pour nous sera peut-être de disputer le match retour en Egypte, ce qui est bien mieux que si nous
devions affronter la Libye chez-elle, devant son public" a-t-il ajouté. De son côté, l'entraîneur libyen Abdelbasset Mohamed Naas, a estimé que cette rencontre sera "difficile pour les deux équipes, mais plaisante pour les spectateurs compte tenu de la valeur des deux formations". "Même si la sélection algérienne de futsal n'a été constituée que récemment, elle renferme en son sein des joueurs de valeur évoluant en championnat de France et qui ont beaucoup progressé", a poursuivi Naas qui s'attend, par conséquent, à "une bonne opposition de la part de l'équipe algérienne". En prévision de cette rencontre, les Libyens ont multiplié les stages en Tunisie, Egypte et au Koweït avec une

série de rencontres amicales. Le match Algérie- Libye sera dirigée par un trio tunisien, sous la conduite de Nabil Guéddich, assisté d'Aymen Kammoun et Akrem Al Hantati. Le commissaire de match étant le Sénégalais Abdoulay Saydou Sow. Le match retour entre l'Algérie et la Libye est prévu fin octobre en Egypte. La CAN de futsal est une épreuve quadriennale opposant les huit meilleures sélections du continent dans cette discipline. Depuis le lancement de cette épreuve, c'est l'Egypte qui s'est imposée comme le pays dominant, car toujours présente dans le duo de tête en cinq éditions. Les "Pharaons" ont ainsi conquis trois médailles d'or consécutives, dont deux devant leur public, en 1996 et 2000, ainsi que deux médailles d'argent, en 2008 et 2016. L'Egypte est d'ailleurs le seul pays comptant plus d'un sacre continental en football en salle. La CAN-2020, prévue au Maroc du 28 janvier au 9 février, est qualificative à la Coupe du monde 2020 de futsal, prévue en Lituanie du 12 septembre au 4 octobre. L'Afrique sera représentée par trois sélections.

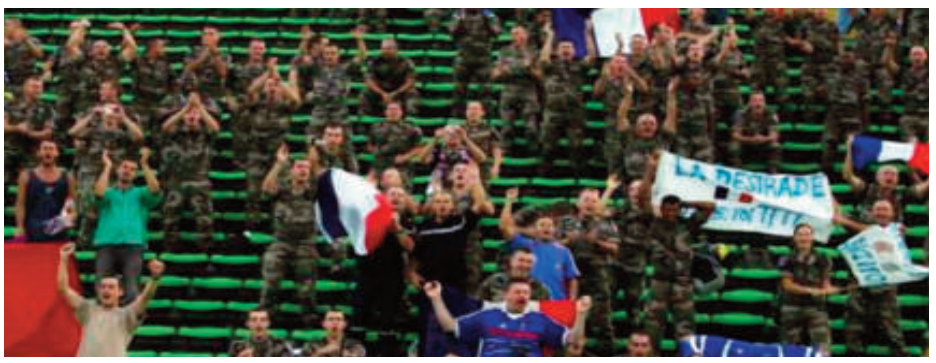
Montpellier :

Feu vert pour Delort !

Bonne nouvelle pour Michel Der Zakarian. Battu (1-0) lors du déplacement à Reims lors de la dernière journée de Ligue 1, le coach de Montpellier pourrait retrouver le sourire cette semaine à l'issue de la réception d'Angers à la Mosson. Le coach montpelliérain pourra en effet compter sur Andy Delort. L'entraîneur de Montpellier s'est exprimé au sujet de l'état de son joueur jeudi en conférence de presse. « Oui, Andy Delort est en mesure de jouer », a déclaré Michel Der Zakarian selon les propos rapportés par Bertrand Queneutte, de France Bleu Hérault. Touché aux adducteurs, l'attaquant de Montpellier a manqué le dernier match perdu à Reims. Le buteur algérien a signé son retour aux entraînements il y a quelques jours et a donné des nouvelles rassurantes mardi. « Ça va beaucoup mieux! J'ai bien récupéré, j'ai pu m'entraîner ce matin normalement avec le groupe ça fait du bien. J'adore m'entraîner et ça m'a manqué pendant ces 15 jours. Je suis là et espère être présent samedi. Aucune douleur, un peu d'appréhension, c'est normal avec ce terrain qui glisse un peu, mais l'entrainement s'est bien passé, j'ai claqué donc ça va (sourire) », avait-il indiqué dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux par le club rapporte foot-sur7.fr.

Jeux mondiaux militaires de Football

Pas de finale pour nos « bidasses »



L'équipe nationale algérienne militaire de football a été éliminée en demi-finale des Jeux mondiaux militaires à Wuhan (Chine), en s'inclinant vendredi face au Bahreïn (1-1, aux t.a.b : 3-5). Dans l'autre demi-finale, le Qatar s'est qualifié pour la finale en battant la Corée du Nord (2-1). L'Algérie était privée dans cette demi-finale des services d'Oussama Gatal et de Walid Ouabdi, expulsés mercredi lors du match des quarts de finale face à l'Irlande (3-0). Les protégés de Mohamed Boutadjine tenteront de terminer sur le podium et d'arracher la médaille de bronze, en affrontant dimanche la Corée du Nord, alors que le Qatar et le Bahreïn s'affronteront pour l'or.

Ligue 1 : JSKabylie

Mellal dédramatise la situation

La jeunesse sportive de Kabylie - deuxième la saison dernière- a déjà enregistré sa deuxième défaite de la saison, mercredi dernier face à Constantine (3-1). Une défaite qui fait reculer les kabyles à la 7ème place avec 10 points aux compteurs. Le président n'est pas inquiété par la situation actuelle malgré le début de saison mitigé de son équipe : « Je pense qu'on ne peut pas gagner à tous les coups. Certes nous avons perdus face au CSC mais c'est ça le football. Il faudra se ressaisir au plus vite en essayant de détecter ce qui n'a pas marché et rectifié derrière. La saison dernière, nous avons perdus deux matchs de rangs face au DRBT et à l'OM mais en fin de saison nous avons terminé deuxièmes. Rien n'est encore joué, nous sommes à la 8ème journée du championnat avec un match retard. Je préfère de loin faire des faux pas maintenant et rectifier le tir derrière que de perdre des matchs lors de la phase retour », a indiqué Mellal à la chaîne El Heddaf.

Classement FIFA :

L'Algérie se maintient à la 38e position mondiale

L'Algérie s'est maintenue à la 38e position du classement FIFA du mois d'octobre, publié jeudi par l'instance internationale sur son site officiel. Les champions d'Afrique en titre avaient déjà occupé cette position le mois dernier quand ils avaient gagné deux places par rapport au mois d'août. La sélection algérienne reste sur un nul à domicile face à la RD Congo (1-1) et une éclatante victoire devant la Colombie (3-0) en France, lors de la dernière fenêtre internationale. Au niveau africain, les hommes du sélectionneur Djamel Belmadi gardent aussi leur quatrième position derrière un podium composé du Sénégal (20e mondial), de la Tunisie (29e) et du Nigeria (35e). Concernant les adversaires de l'Algérie dans le groupe H des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations-2021 (CAN-2021), ils occupent le classement suivant : Zambie (81e, 0), Zimbabwe (117e, +1) et Botswana (146e, +2). Au sommet du classement FIFA, c'est le statu quo pour les quatre premières places occupées dans l'ordre par la Belgique, la France, le Brésil et l'Angleterre. Cent-quatre-vingt-quatre (184) matchs ont été disputés au mois d'octobre et les progressions de l'Uruguay (5e, +1), la Croatie (7e, +1) et l'Argentine (9e, +1) ont intensifié la pression au sein du Top 10 mondial. En dehors du Top 50, les progressions les plus impressionnantes sont celles du Nicaragua (137e, + 11), la Barbade (160e, +10), le Soudan du Sud (162e, +11) et Sao Tomé-et-Principe (180e, +10). Par contre, le Kosovo (114e, +5) peut se targuer d'atteindre le meilleur classement FIFA de son histoire. Le prochain classement mondial FIFA sera publié le 28 novembre 2019.

PSG : Deux prétendants XXL se disputeraient la signature de Cavani !

Sous contrat jusqu'en juin prochain avec le PSG, Edinson Cavani semble bien parti pour partir gratuitement à l'issue de la saison. Et l'Atlético de Madrid ainsi que Naples seraient toujours sur les rangs…

La tendance semble claire pour l'avenir d'Edinson Cavani (32 ans) : en fin de contrat avec le PSG, le buteur uruguayen devrait se diriger vers un départ libre l'été prochain, d'autant que Leonardo n'aurait pas encore entamé de négociation avec son numéro 9 pour une prolongation de son bail. Et selon les informations révélées par L'Equipe dans ses colonnes du jour, Cavani aurait deux prétendants de renom pour l'après-PSG.

L'Atlético et Naples sur le coup ?

En effet, l'Atlético de Madrid et Naples seraient toujours au taquet pour rafler la signature d'Edinson Cavani l'été prochain pour 0€. Diego Simeone serait un admirateur de longue date du numéro 9 du PSG, tandis que Naples se verrait bien rapatrier son ancien buteur à moindres frais. Reste à savoir lequel de ces deux clubs parviendra à recruter Edinson Cavani.

Formule 1 : Ferrari favorite au Mexique ? La réponse de Sebastian Vettel

Avant le début des essais libres du Grand Prix du Mexique ce vendredi, Sebastian Vettel a assuré que les Ferrari n'étaient pas les favorites ce week-end.

Depuis le retour de la trêve estivale, les Ferrari ont remporté 3 Grands Prix sur les 5 disputés (Belgique, Italie et Singapour) et n'ont pas été battues une seule fois en qualifications (quatre pôles positions pour Leclerc, une pour Vettel). Alors, pour une bonne partie du paddock, à l'image de Max Verstappen, l'écurie italienne est favorite ce week-end au Mexique. Un constat que ne partage pas Sebastian Vettel.

« Nous, favoris ? Je ne pense pas »

« Nous, favoris ? Je ne sais pas. Honnêtement, je ne pense pas. Les autres regardent la piste, la ligne droite et ils disent immédiatement que les Ferrari sont les favorites. Alors, oui, nous avons été très performants dans ces conditions lors des dernières courses, mais il y a aussi pas mal de virages rapides à passer ici, vous savez… Selon moi, ce n'est pas un circuit où l'efficience compte tant que ça. Nous avons une voiture qui l'est, mais qui manque d'appui. Je ne sais pas si nous pourrons utiliser cela à notre avantage ou non, car il y a pas mal de virages qui mettront en évidence nos faiblesses », a ainsi expliqué Sebastian Vettel dans des propos rapportés par Actu F1.

PSG : Kylian Mbappé doit-il partir pour gagner le Ballon d'Or?

De nouveau nommé parmi les 30 joueurs en course pour le Ballon d'Or, Kylian Mbappé est toutefois loin de faire partie des favoris. Et pour décrocher ce trophée, El-Hadji Diouf a estimé que le Français devait quitter le PSG. Êtes-vous d'accord avec l'ancien joueur de Liverpool ?

En rejoignant le PSG, Kylian Mbappé n'a jamais caché sa volonté de remporter le Ballon d'Or. Champion du monde, l'ancien Monégasque avait terminé quatrième l'année dernière, terminant au pied d'un podium composé de Luka Modric, Cristiano Ronaldo et Antoine Griezmann. Mais pour El-Hadji Diouf, la seule solution pour que Kylian Mbappé remporte le Ballon d'Or, c'est de partir. « Vous savez que pour gagner le Ballon d'or il faut quitter la France (…) Il peut être au moins cinq fois Ballon d'or, parce qu'il est si jeune et qu'il a le talent... mais il faut qu'il aille dans une institution », a lâché l'ancien attaquant de Liverpool au Parisien.

Un Ballon d'Or impossible au PSG ?

Il faut dire que le palmarès récent du Ballon d'Or ne laisse pas beaucoup de chances à Kylian Mbappé. En effet, les 11 derniers lauréats évoluaient au FC Barcelone ou au Real Madrid, deux clubs qui fournissent de nombreux Ballon d'Or. Une autre statistique qui ne plaide pas en faveur de l'attaquant du PSG. Ainsi, un seul français a remporté le trophée individuel le plus convoité en évoluant dans un club tricolore. Il s'agit de Jean-Pierre Papin en 1991 qui portait alors les couleurs

de l'OM. Malgré tout, si le PSG réalise un beau parcours européen et que la France confirme son statut lors de l'Euro, Kylian Mbappé, déjà vainqueur du premier trophée Raymond Kopa de l'histoire, ne sera forcément pas loin du Ballon d'Or.

LOSC : Galtier livre les coulisses d'un dossier de l'été !

Après avoir été prêté au LOSC la saison passée, Reinildo a été définitivement recruté par Luis Campos durant le mercato estival. Christophe Galtier revient sur ce dossier.

Inconnu à son arrivée au LOSC sous la forme d'un prêt en provenance de Belenenses à l'été 2018, Reinildo (25 ans) a visiblement fait forte sensation à Christophe Galtier. D'ailleurs, l'entraîneur des Dogues a décidé de conserver le latéral gauche mozambicain en levant son option d'achat, fixée à 3M€. Présent en conférence de presse ce vendredi, Galtier est revenu sur les dessous de ce recrutement de Reinildo au LOSC.

« J'ai demandé à Luis Campos de lever la clause »

« J'avais demandé à Luis Campos et au Président de lever la clause d'achat de Reinildo car c'est le parfait équipier. Il a un bon investissement et il me paraissait important qu'il puisse continuer avec nous. Je suis convaincu qu'il peut atteindre un niveau très élevé », a indiqué l'entraîneur du LOSC.

PSG : Un concurrent passerait à l'action dans ce dossier à 100M€ !

Pourtant intéressé par le profil de Sergej Milinkovic-Savic, le PSG témoignerait de l'irruption de Chelsea dans ce dossier à 100M€. Les Blues superviseraient le milieu de terrain de la Lazio.

Sergej Milinkovic-Savic serait une piste de longue date du PSG. Déjà sous l'ère Antero Henrique, le milieu de terrain de la Lazio Rome aurait figuré sur les tablettes du club de la capitale. De retour à la tête de la direction sportive du PSG, Leonardo aurait repris en main ce dossier en juin dernier. Cependant, le Paris Saint-Germain a recruté Ander Herrera et Idrissa Gueye. Le champion de France s'est donc bien renforcé dans ce secteur de jeu, mais garderait toujours un oeil sur l'international serbe. Mais Leonardo ne serait clairement pas seul dans ce dossier.

Chelsea sur Milinkovic-Savic !

Bien que l'Inter qui se serait montrée très intéressée par un éventuel transfert de Sergej Milinlkovic-Savic pourrait clore ce dossier pour mettre toutes les chances de son côté dans l'opération Donny

Van de Beek, le PSG ne disposerait pas d'une voie royale pour autant avec le Serbe. C'est en effet ce que révèle Tuttomercatoweb. D'après le média transalpin, Chelsea aurait envoyé des émissaires superviser la prestation de Milinkovic-Savic jeudi soir lors de la défaite de la Lazio Rome sur la pelouse du Celtic Glasgow (2-1) en Ligue Europa. Chelsea aimerait renforcer l'entrejeu de Frank Lampard et pourrait bien compromettre les plans du PSG avec le Serbe. Affaire à suivre.

OM : Villas-Boas affiche ses craintes pour le prochain mercato estival !

En raison de ses moyens limités et de la menace du fair-play financier, l'OM n'a pas beaucoup dépensé l'été dernier. Et André Villas-Boas semble d'ailleurs inquiet en vue de l'été prochain si son équipe n'accroche pas une qualification européenne.

C'est un fait, l'OM subit de plein fouet les contraintes du fair-play financier depuis plusieurs mois, et a donc vécu un mercato estival assez calme. Le club misait initialement sur de grosses ventes de Florian Thauvin, Morgan Sanson ou encore Kevin Strootman, mais n'a pas trouvé preneur sur le marché. Et alors qu'André Villas-Boas compose désormais avec un effectif très limité avec la menace du fair-play financier, l'entraîneur portugais de l'OM semble déjà préoccupé pour l'été 2020.

« Je me demande ce qu'il se passera si on ne se qualifie pas en coupe d'Europe »

« Notre club a décidé de respecter le fair-play financier. Je me demande ce qu'il va se passer la saison prochaine si on ne se qualifie pas pour une coupe d'Europe. On doit s'adapter. On a pris un gros risque avec l'effectif court et en intégrant des jeunes », a indiqué l'entraîneur de l'OM en conférence de presse sur la question du fair-play financier.

Du sport avant le petit déjeuner pour mieux contrôler la glycémie

Des chercheurs recommandent aux personnes qui souhaitent mieux contrôler leur glycémie de faire de l'exercice physique avant leur petit déjeuner. Cette habitude ne permet pas une perte de poids plus importante mais favorise son équilibre. Alors que la sédentarité est un facteur de risque pour les maladies chroniques, une activité physique régulière est bénéfique pour la santé. Elle réduit le risque de maladies cardiovasculaires, de diabète, d'ostéoporose et aide aussi à maintenir son poids et favorise l'équilibre psychologique. Selon l'OMS (Organisation mondiale de la santé), il est recommandé de pratiquer au moins 30 minutes d'exercice par jour. Beaucoup de sportifs, amateurs ou non, se sont déjà posé cette question : existe-il un moment « idéal » pour faire du sport ? Il convient à chacun de faire en fonction de ses disponibilités mais des chercheurs des universités de Bath et de Birmingham se sont intéressés aux personnes qui souhaitent contrôler leur taux de sucre dans le sang. Dans leur étude d'une durée de six semaines publiée dans le Journal of Clinical Endocrinology and Metabolism, ils affirment qu'il y aurait des avantages pour ces derniers à modifier la chronologie entre le petit déjeuner et leur séance de sport. Les chercheurs ont fait appel à trente hommes diabétiques, non diabétiques, obèses ou en surpoids et leur ont demandé de prendre leur petit déjeuner avant ou après leur séance de sport, tandis que les membres d'un groupe témoin n'ont apporté aucun changement de style de vie. Il s'avère que les hommes qui se sont exercés avant leur petit déjeuner et après leur nuit de jeûne ont brûlé deux fois plus de graisse que ceux qui ont transpiré après avoir mangé. Selon les chercheurs, ce phénomène s'explique par un niveau d'insuline (hormone qui permet au glucose d'entrer dans les cellules du corps) plus faible pendant l'exercice physique, ce qui signifie que les participants sans petit déjeuner ont puisé davantage dans la graisse située dans les tissus adipeux utilisée comme « carburant » par les muscles. Leur étude précise que cette méthode n'a pas entraîné de différence en termes de perte de poids, mais qu'elle a eu des effets positifs sur leur santé : leur organisme était mieux à même de réagir à l'insuline et donc de contrôler le taux de glycémie. Réduisant ainsi le risque de diabète, maladie chronique qui se caractérise par un excès de sucre dans le sang ou hyperglycémie.

Des chercheurs démontrent que la pollution peut endommager la mémoire

Une étude menée sur des milliers de personnes en Angleterre indique que celles vivant dans les zones les plus polluées sont plus susceptibles de voir leur capacité de mémorisation décliner plus vite. La pollution de l'air a des effets significatifs sur la santé, pour les personnes vulnérables (femmes enceintes, jeunes enfants, personnes souffrant de pathologies cardiovasculaires, insuffisants cardiaques...) mais aussi pour la population mondiale tant d'un point de vue cardiovasculaire que respiratoire. De nombreuses études récentes tendent à démontrer qu'un autre organe du corps est lui aussi impacté : le cerveau. Une nouvelle étude menée par des chercheurs de l'Université de Warwick montre que la mémoire des personnes vivant dans les régions d'Angleterre où les niveaux de dioxyde d'azote (NO_2) et de particules fines (PM_{10}) sont plus élevés serait particulièrement altérée. Le test a été ajusté pour tenir compte des facteurs ayant une influence sur la qualité de la mémoire, comme l'âge, la santé, le niveau d'éducation, l'origine ethnique, la situation familiale et le statut professionnel. Dans la revue Ecological Economics, ils affirment que la différence de qualité de la mémoire entre les zones les plus propres et les plus polluées d'Angleterre est équivalente à la perte de mémoire résultant d'un vieillissement supplémentaire de 10 ans. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le dioxyde d'azote et les particules fines sont reconnus pour leur incidence sur les affections bronchiques, les inflammations pulmonaires et l'altération des fonctions pulmonaires. Les concentrations de ces molécules sont généralement plus importantes dans les zones urbaines des pays à revenu faible ou intermédiaire. « Il existe peu de preuves précédentes de l'association négative entre de forts niveaux de pollution et la mémoire sur des sujets âgés et sur les enfants. Mais la plupart de toutes les recherches menées sur l'homme sur ce sujet se fondaient sur des corrélations élémentaires et non pas sur des échantillons représentatifs de la population à l'échelle d'un pays. Nous avons essayé de résoudre ces deux problèmes avec notre étude », concluent les chercheurs. Or, l'OMS indique que neuf personnes sur dix respirent un air contenant des niveaux élevés de polluants. Ses estimations révèlent que 7 millions de personnes meurent chaque année à cause de la pollution de l'air ambiant et de l'air à l'intérieur des habitations.

Hypertension

L'exercice physique aussi efficace que les médicaments

Les prescriptions de médicaments hypotenseurs s'affichent à la hausse. Leur substituer de l'exercice physique est tentant. D'autant qu'une étude suggère aujourd'hui que les deux pourraient être tout aussi efficaces. Selon une méta-analyse menée par une équipe de chercheurs de la London School of Economics and Political Science (Royaume-Uni), la pratique d'un exercice physique se révèle aussi efficace pour lutter contre l'hypertension artérielle que les médicaments prescrits à cet effet. «Ces résultats sont prometteurs, mais pour l'heure, il reste conseillé de ne pas arrêter son traitement au profit d'un programme d'entraînement», tempère le docteur Huseyin Naci, auteur principal de l'étude. Que l'exercice physique fasse baisser la pression artérielle systolique est un fait admis. Mais les chercheurs britanniques ont voulu aller plus loin et comparer les effets des médicaments antihypertenseurs et ceux de l'exercice physique. Aucun essai clinique n'ayant jamais été réalisé, ils ont compilé les données de presque 200 études portant sur l'impact des médicaments d'une part, et de quelque 200 études faisant état des effets d'un exercice physique, d'autre part.

Résultat : chez les personnes souffrant d'hypertension, exercice physique et médicaments semblent procurer des bénéfices similaires. L'exercice physique semble même se montrer plus efficace chez ceux souffrant d'une hypertension au-delà de 140 mm de mercure. Les chercheurs espèrent que leurs résultats alimenteront les discussions entre cliniciens et patients. En particulier concernant les personnes nouvellement indiquées pour un traitement hypotenseur qui pourraient le plus facilement bénéficier des effets de l'exercice physique. Car, pour beaucoup d'autres, l'hypertension ne fait malheureusement que s'ajouter à une liste déjà longue d'affections de longue durée.

B.M

Chercheurs anglais

La méditation peut aussi favoriser des expériences désagréables

Après avoir interrogé des personnes adeptes de la méditation depuis plusieurs mois, des chercheurs anglais ont découvert que le quart d'entre elles a déjà souffert d'expériences désagréables. Si plusieurs raisons sont évoquées, de nouvelles études sont nécessaires pour déterminer précisément les facteurs de risque. Les psychothérapies basées sur la méditation dite de « pleine conscience » sont fréquemment utilisées pour réduire le stress, et ainsi augmenter le bien-être. Cette pratique qui invite au recentrage dans le moment présent et à observer les pensées et les sensations sans jugement fait de plus en plus d'adeptes, mais celle-ci ne conviendrait pas à tout le monde comme l'indiquent des chercheurs de l'University College London. Leur étude publiée dans la revue Plos One révèle que plus du quart des personnes qui méditent régulièrement ont déjà vécu une expérience psychologique « particulièrement désagréable » liée à la pratique, notamment des sentiments de peur, d'anxiété et des émotions déformées. Leurs travaux révèlent également que les personnes qui avaient assisté à une retraite de méditation, celles qui ne pratiquaient que certaines techniques de méditation telles que la pratique « Vipassana » et la pratique « Koan » étaient plus susceptibles de rapporter une expérience de méditation « particulièrement déplaisante ». Il en va de même pour les personnes qui présentaient initialement des niveaux plus élevés de pensées négatives. Cependant, l'étude, qui comportait une enquête en ligne menée auprès de 1 232 personnes ayant au moins deux mois d'expérience en méditation, a révélé que les femmes et les personnes ayant une conviction religieuse étaient moins susceptibles de connaître cette déconvenue.

Les manifestations au Liban sont "un moment de vérité pour le Hezbollah"

Fait sans précédent, la vague de protestation contre la classe politique libanaise a gagné les bastions chiites du sud du pays, dominés par le tandem composé du Hezbollah et de son allié le parti Amal, jusque-là intouchables.

La vague contestataire qui vise, depuis le 17 octobre, le pouvoir et la classe politique libanais, jugés corrompus et incompétents, ne faiblit pas et continue à balayer l'ensemble du pays du Cèdre. Y compris le sud du Liban et la Békaa, les plus importants bastions électoraux chiites du Hezbollah de Hassan Nasrallah et du mouvement Amal de l'indéboulonnable président de la Chambre des députés, Nabih Berri.

"Il s'agit d'un mouvement socio-politique non partisan qui traverse toutes les couches sociales, toutes les régions et toutes les communautés, unies face à la crainte de voir le pays tomber dans le précipice à cause de la crise économique, explique le politologue spécialiste du Moyen-Orient Khattar Abou Diab. Tous les Libanais sont concernés et notamment ceux qui vivent dans le sud du pays, majoritairement chiite et où se trouvent les territoires les plus défavorisés."

Fait inimaginable il y a encore quelques jours, des manifestants se sont attaqués aux permanences de certains députés chiites, dont celles de Mohammad Raad, président du groupe parlementaire du Hezbollah, ou encore Hani Kobeissi et Yassine Jaber du parti Amal.

Heurts avec des manifestants anti-pouvoir

"Il est trop tôt pour tirer des conclusions, car les manifestations sont toujours en cours, mais il faut craindre que le Hezbollah ne tente par tous les moyens de mettre un terme à ce mouvement populaire, de le noyauter ou l'instrumentaliser, poursuit Khattar Abou Diab. Il y a déjà eu plusieurs tentatives dans ce sens, et aujourd'hui même le Hezbollah a envoyé des partisans se mêler aux manifestants dans le cœur de Beyrouth pour faire diversion non sans créer des incidents."

Ce jeudi, au cours de l'après-midi, des sympathisants du Hezbollah s'en sont pris à des manifestants dans le centre de Beyrouth, obligeant la police anti-émeutes à intervenir pour séparer les deux camps. Plusieurs blessés ont été signalés lors des heurts par les médias locaux.

Washington va renforcer son dispositif militaire en Syrie pour protéger les champs pétroliers

"Déterminés à renforcer leurs positions", les États-Unis ont annoncé jeudi l'envoi de renforts militaires pour protéger les champs pétroliers de l'est syrien, après leur retrait de zones frontalières avec la Turquie.

Protéger les champs pétroliers de l'est syrien. Les États-Unis ont annoncé jeudi 24 octobre l'envoi de renforts militaires pour assurer la sécurité de zones pétrolifères, après leur retrait de la frontière avec la Turquie qui avait laissé le champ libre à l'opération militaire d'Ankara contre les forces kurdes, aujourd'hui forcées de quitter des positions qu'elles tenaient depuis des années.

"Les États-Unis sont déterminés à renforcer leurs positions, en coopération avec nos partenaires des FDS, avec des renforts militaires" en Syrie, a indiqué un responsable militaire, sans préciser l'ampleur du dispositif prévu.

Un "petit nombre de soldats" américains

Malgré le retrait américain du nord, les Forces démocratiques syriennes (FDS) – la coalition arabo-kurde sur laquelle Washington s'est appuyée dans la lutte contre l'organisation État islamique (OEI) – coopèrent encore avec les États-Unis dans la province de Deir Ezzor (est), non loin de la frontière irakienne, où se trouvent les plus grands champs pétroliers du pays. Quelque 200 soldats américains y sont encore postés.

"L'objectif est d'empêcher ces champs pétroliers de tomber entre les mains de l'OEI ou d'autres groupes déstabilisateurs", a ajouté ce responsable ayant requis l'anonymat. "Nous devons interdire à l'OEI cette source de revenus pour prévenir toute résurgence" du groupe jihadiste.

Le président américain Donald Trump avait déclaré mercredi qu'un "petit nombre de soldats" américains resterait en Syrie, "dans les zones où il y a du pétrole". Il a précisé que le chef des FDS, Mazloum Abdi, l'avait remercié et s'était montré "extrêmement reconnaissant".

Patrouilles russes

Les forces kurdes, dont les rêves d'autonomie ont été anéantis, ont quitté jeudi des positions tenues de longue date près de la frontière turque. L'armée russe continuait de son côté les patrouilles, en vertu d'un accord russo-turc conclu mardi, qui prévoit un retrait kurde et un contrôle commun d'une large partie de la frontière turco-syrienne.

Déjà actives dans la ville de Kobané, des forces russes ont été vues par un photographe de l'AFP quitter Qamichli, plusieurs centaines de kilomètres plus à l'est, pour entamer des patrouilles dans cette zone.

Selon Moscou, une patrouille de la police militaire russe a eu lieu sur "un nouvel itinéraire" de plus de 60 km. Allié de Moscou, le régime syrien de Bachar al-Assad a également déployé ses troupes dans la zone, l'accord russo-turc permettant à l'armée syrienne de reprendre un territoire où se trouvent des puits de pétrole et des zones agricoles fertiles.

Menace de la Turquie

C'est une offensive sanglante lancée le 9 octobre par la Turquie dans le nord syrien qui a poussé les forces kurdes à s'éloigner de sa frontière. L'assaut a été interrompu pour permettre aux YPG (Unités de protection du peuple, milice kurde) de se retirer de leurs positions frontalières.

L'accord turco-russe avait été précédé d'un accord entre Ankara et Washington prévoyant le retrait des YPG sur une zone de 120 km, respecté par les Kurdes. Les forces turques contrôlent désormais cette zone, mais souhaitent le départ de cette milice sur l'ensemble des 440 km.

Recep Tayyip Erdogan a menacé de prendre "toutes les mesures nécessaires" si l'accord de retrait des YPG n'était pas respecté. Il a aussi appelé les États-Unis à livrer Mazloum Abdi à son pays, le qualifiant de "terroriste".

L'ONU envoie au Chili une commission d'enquête sur des violations des droits de l'Homme

Michelle Bachelet, Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU et ex-présidente du Chili, a annoncé, jeudi, l'envoi d'une commission d'enquête pour vérifier si des droits de l'Homme avaient été violés lors les manifestations qui secouent le pays.

Michelle Bachelet envoie des enquêteurs dans le pays qu'elle a dirigé à deux reprises. Celle qui occupe désormais le poste de Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU a annoncé, jeudi 24 octobre, qu'une mission d'enquête se rendra au Chili pour vérifier les allégations de violations des droits de l'Homme dans ce pays en proie à une grave crise sociale.

"Après avoir suivi la crise au Chili depuis le début, j'ai décidé d'envoyer une mission de vérification pour examiner les allégations de violations des droits de l'Homme" a-t-elle déclaré dans un tweet. L'ancienne présidente chilienne a ajouté que "les parlementaires et le gouvernement (chiliens) avaient tous exprimé le désir d'une mission des droits de l'Homme de l'ONU".

Lundi déjà, elle s'était dite "profondément attristée" par les émeutes au Chili et avait réclamé des "enquêtes indépendantes, impartiales et transparentes" au sujet d'"allégations troublantes sur l'usage excessif de la force par la police et l'armée".

Au début de la semaine, la Haut-Commissaire avait déploré les "actes commis par les autorités et les manifestants qui ont provoqué des morts ou des blessés". Dix-huit personnes, dont un enfant, sont mortes, selon des chiffres officiels, depuis le début le 18 octobre de la pire crise sociale vécue par le Chili depuis trente ans.

Le mouvement se poursuit

L'explosion de colère sociale a été provoquée par l'annonce d'une hausse de 3,75 % du prix du ticket de métro à Santiago, mais les émeutes et les pillages ne se sont pas calmés malgré la suspension de cette mesure.

Le président chilien Sebastian Piñera, qui a reconnu n'avoir pas anticipé la crise et a demandé "pardon" à ses compatriotes, a annoncé mardi une série de mesures sociales. Les manifestations se sont toutefois poursuivies et les syndicats chiliens ont appelé à poursuivre, jeudi, le mouvement de grève générale.

Le Monde
De l'administration
Quotidien National d'Information

Tous les jours dans les kiosques

CETTE ESPACE EST RESERVÉ POUR VOS PUBLICITÉS

Pour plus de détails contacez nous au :

023 95 70 70

Ou par Email au :

monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde De l'administration
Fondation pour l'édition et la publicité
EDITER PAR LA EURL EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications
MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint
Z.NACER

DIRECTEUR GENERAL FONDATEUR
MME SEMROUNI.K
MONDE DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF
A.SALIM

SIEGE SOCIAL
22 RUE SAHRADJI EL ACHOUR –ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTE NUMERO
005001112145636147 BDL

ANEP TEL 021737778

021737128

FAX 021739559

DIFUSION
OUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION
SIA

Réussir à mettre en place le télétravail

Voici quelques conseils, issus de nos expériences, pour réussir à mettre en place le télétravail dans votre entreprise :

*Le télétravail doit être mis en place en douceur si l'entreprise existe déjà et fonctionne sans télétravail, commencez par proposer ce système à raison d'une journée par semaine par exemple, ce qui vous permettra en plus d'adapter petit à petit l'entreprise à ce mode d'organisation ;

*Dans le prolongement du premier point, l'entreprise doit être organisée de manière à permettre d'utiliser le télétravail : dématérialisation, dossier zéro papier, applications en SaaS et accessibles à tous, documentation et supports numériques…il convient également de mettre en place l'ensemble des règles qui s'appliquent spécifiquement au télétravail ;

*Il est essentiel d'avoir la capacité à accorder beaucoup de confiance aux salariés, faute de quoi la mise en place du télétravail sera quasiment impossible ;

*Idéalement, il convient d'accorder beaucoup d'autonomie aux salariés et de fonctionner par objectifs ;

*Le chef d'entreprise ou le manager doit prévoir des journées de regroupement, mettre en place des outils de partage, dans le but de maintenir les liens entre les salariés et l'entreprise et d'éviter l'isolement ;

*Afin de minimiser les principaux inconvénients du télétravail, vous pouvez opter pour sa mise en place partielle, c'est-à-dire à raison de quelques jours par semaine. Les autres jours, le salarié travaille dans les locaux de l'entreprise.

Conclusion : le télétravail, est une méthode d'organisation du travail qui nécessite beaucoup de réflexion avant d'être mise en œuvre. L'activité de l'entreprise et les caractéristiques de son effectif sont des éléments essentiels dans sa mise en place. Un management par objectifs basé sur de la confiance et de l'autonomie permet d'obtenir de bons résultats avec le télétravail. Une solution largement utilisée aujourd'hui consiste à proposer le télétravail à temps partiel, avec par exemple 3 jours au sein de l'entreprise et 2 jours en télétravail par semaine.

s.i

Le télétravail

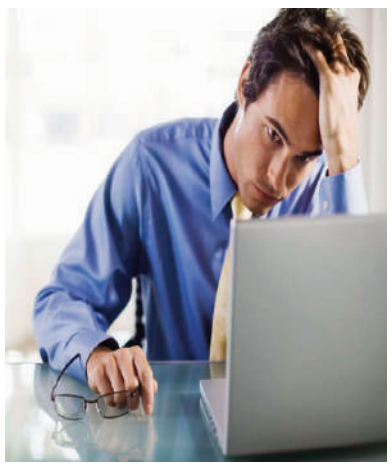
Le télétravail est une organisation de travail qui est actuellement en pleine expansion. Il est définit par le code du travail comme une organisation du travail dans laquelle un travail est effectué hors des locaux de l'employeur, mais aurait pu y être effectué, de façon régulière et volontaire dans le cadre d'un contrat de travail grâce aux technologies de l'information et de la communication. Le télétravail n'est pas sans conséquences car il bouleverse le fonctionnement de l'entreprise. Voici le fonctionnement, la mise en place, les avantages et les inconvénients du télétravail ainsi que quelques conseils pour réussir à le mettre en place.

Le fonctionnement du télétravail

Utiliser le télétravail ne signifie pas forcément travailler tout le temps en dehors de l'entreprise : le travail peut ainsi être effectué à la fois en télétravail et dans les locaux de l'employeur, ce qui est d'ailleurs recommandé. Le télétravailleur n'a pas de statut particulier, il s'agit uniquement d'un mode d'organisation du travail. C'est une organisation de travail qui vise essentiellement les entreprises de services. On ne peut par exemple pas proposer le télétravail à un boulanger ou à un ouvrier. L'employeur n'a pas la possibilité d'imposer le télétravail à un salarié (sauf cas de force majeure), il peut simplement lui proposer. Toutefois, c'est un critère qui peut être retenu pour l'embauche d'un salarié. Quant au salarié, il peut demander à télétravailler à son employeur, qui accepte ou non. Les salariés qui fonctionnent en télétravail disposent des mêmes droits et obligations que les autres salariés. Les dispositions prévues par la loi pour les employeurs s'appliquent également en cas d'utilisation du télétravail : santé au travail, règle de sécurité, accès à la formation…

b.m

Les inconvénients du télétravail



L'inconvénient majeur du télétravail est l'éloignement qui existe entre le salarié et son supérieur. Le rôle de manager est donc plus délicat à effectuer, des méthodes et procédures adaptées à ce fonctionnement doivent être mises en place.

Ensuite, travailler d'une manière isolée peut être compliqué pour certaines personnes : l'absence physique des collègues, plus de pauses cafés avec les autre équipes, manque de synergie dans le travail (on apprend beaucoup en écoutant les autres ou en intervenant conjointement sur une problématique), pas de séparation domicile – lieu de travail…

Cela constitue également un risque au niveau de la cohésion des équipes, de la culture d'entreprise. En se rendant au bureau chaque matin, le sentiment d'appartenance à l'entreprise est supérieur.

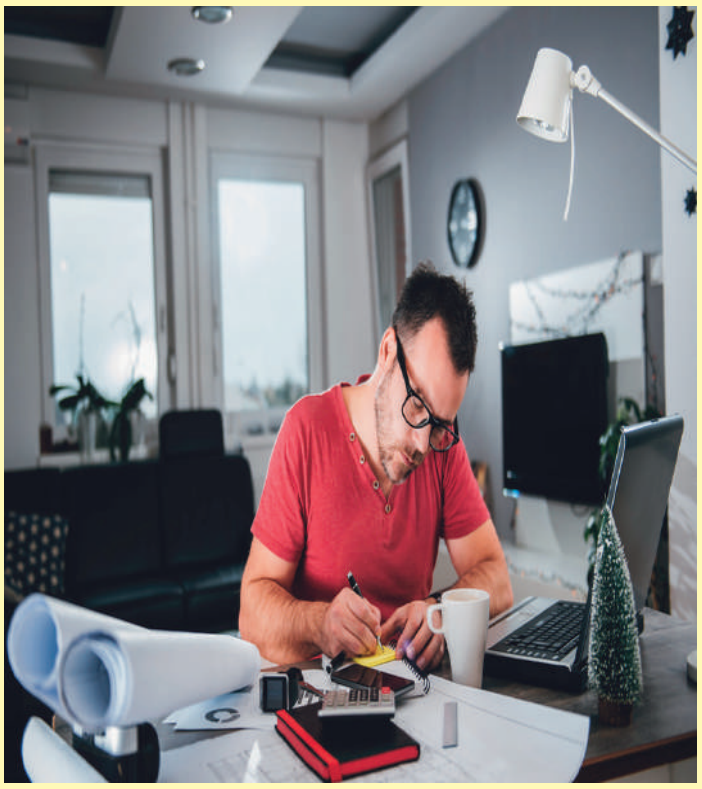
En contrepartie de la diminution des frais de structure, d'autres budgets augmenteront, comme les frais de télécommunication des salariés par exemple.

Les entreprises qui n'utilisent pas ou pas la dématérialisation auront plus de mal à utiliser le télétravail, surtout lorsque plusieurs personnes peuvent avoir besoin des mêmes documents papiers.

Enfin, ce mode d'organisation complique les éventuels problèmes liés aux accidents du travail, notamment au sujet de la preuve et de l'imputabilité de l'accident à l'entreprise.

s.i

Les avantages du télétravail



Ce système peut permettre aux salariés d'être plus efficaces : moins de stress, aucune perte de temps dans les trajets domicile – lieu de travail (j'ai personnellement travaillé dans un cabinet pendant un an durant lequel je perdais chaque jour 3 heures sur la route, soit 15 heures par semaine…).

Le télétravail est un mode d'organisation qui permet de réduire les frais de structure de l'entreprise :

-la surface des locaux nécessaires à l'activité de l'entreprise est réduite,

-de ce fait, d'autres dépenses se réduisent également : électricité, assurance des locaux…

-il n'est plus forcément primordial d'installer l'entreprise dans des zones cotées.

L'entreprise qui propose le télétravail mais ne l'impose pas se valorise par rapport à ses salariés, chacun peut choisir de fonctionner selon ses préférences : un atout considérable pour réduire le turn-over.

s.i

Mise en place le télétravail

Les instances représentatives du personnel (délégués du personnel ou comité d'entreprise) doivent être préalablement informées et consultées sur la mise en place du télétravail. L'employeur est tout d'abord tenu de prendre les mesures nécessaires pour protéger les données utilisées par le télétravailleur à titre professionnel. Les conditions de passage au télétravail doivent ensuite être prévues entre l'employeur et le salarié, et formalisées dans le contrat de travail. Il s'agit notamment des conditions de contrôle du temps de travail, des plages horaires dans lesquelles l'employeur peut contacter le salarié… Enfin, l'entreprise doit fournir et entretenir le matériel nécessaire à l'exercice de l'activité du salarié.

s.i

Présidentielle 2019

Ils sont 12 prétendants à la candidature à la magistrature suprême

Ils sont 12 postulants à pouvoir déposer leurs dossiers de candidature à la magistrature suprême avant le délai du 26 octobre (à minuit) imparti au dépôt des dossiers pour la présidentielle de 12 décembre.Notons que jusqu'à un nouvel ordre, il n'y aura pas de prolongement de délai pour le dépôt des dix prétendants restants répondant aux critères de la candidature. C'est dire qu'il y aura bousculade chez Mohamed Charfi, président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Il faut rappeler que jusqu'à jeudi soir, deux postulants uniquement ont déposé leurs dossiers de candidature à savoir le S.G intérimaire du RND, Azzedine Mihoubi et Abdelkader Bengrina président du mouvement El Bina

AHMED.Z

36e vendredi du hirak : Appel au changement politique et au départ des symboles de l'ancien système

De nouvelles marches pacifiques ont été organisées à Alger et dans d'autres villes du pays, pour le 36ème vendredi consécutif, durant lesquelles les citoyens ont réitéré leur attachement au changement politique et au départ de tous ses symboles de l'ancien système. Les lieux habituels du hirak ont été investis dès la matinée par des petits groupes de manifestants, dont le nombre est devenu plus important après la prière du vendredi, en convergeant vers la Grande-Poste, rue Didouche Mourad et la Place Audin, encadré par un dispositif sécuritaire moins important par rapport aux précédentes manifestations. À l'instar des récentes marches, les manifestants ont focalisé leurs revendications sur l'élection présidentielle prévue le 12 décembre prochain, réaffirmant leur détermination à poursuivre leur mobilisation. L'économie du pays n'était pas en reste lors de cette nouvelle journée, puisque les manifestants ont affirmé leur rejet du projet de la loi sur les hydrocarbures. Ils ont également repris les slogans habituels, appelant à l'instauration d'un Etat de droit, la lutte contre la corruption et le jugement de tous ceux qui se sont rendus coupables de dilapidation de deniers publics, ainsi que l'application des articles 7 et 8 de la Constitution consacrant la souveraineté du peuple. Les manifestants ont aussi mis l'accent sur le caractère pacifique du hirak, exprimé leur attachement à l'unité nationale et leur refus de toute ingérence étrangère. D'autres villes au Centre, à l'Est, à l'Ouest et au Sud du pays ont connu également des marches pacifiques au cours desquelles des citoyens ont appelé au respect de la souveraineté populaire, au départ des symboles de l'ancien système, la lutte contre la corruption et à la préservation de l'unité nationale. Ce 36ème vendredi du hirak intervient à la veille du dernier délai pour le dépôt des dossiers de candidature à la présidentielle du 12 décembre prochain.

M. Bensalah entretient à Bakou avec l e président iranien avec le président du Conseil d'Etat du Sultanat d'Oman

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, s'est entretenu vendredi à Bakou (Azerbaïdjan) avec le président de la République islamique d'Iran, Hassan Rohani, en marge du 18e sommet du Mouvement des Non-alignés. Au cours de cet entretien auquel a assisté le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, les deux parties ont mis l'accent sur la nécessité de se concerter sur les questions d'intérêt commun. Le président iranien a évoqué, pour sa part, le raffermissement des relations bilatérales et les voies et moyens de les développer, notamment dans les domaines de l'économie et de l'énergie. Dans le même cadre toujours ,le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, s'est egalement entretenu vendredi à Bakou (Azerbaïdjan) avec président du Conseil d'Etat du Sultanat d'Oman, Yahia Ben Mahfooz Al-Manthari, en marge du 18e sommet du Mouvement des Non-alignés. L'entretien qui s'est déroulé en présence du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a été l'occasion pour les deux parties d'aborder l'Etat des relations bilatérales, ainsi que les questions d'intérêt commun, la situation en Libye et dans la région du Moyen-Orient.

8ème sommet du Mouvement des Non-alignés à Bakou (Azerbaïdjan) : Le Chef de l'Etat Abdelkader Bensalah prend part

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah prend part aux travaux de la 18ème session du sommet du Mouvement des Non-alignés ouverts vendredi à Bakou (Azerbaïdjan).Une soixantaine chefs d'Etat et de gouvernement prennent part au sommet de Bakou qui se déroule sous le thème «Respect des principes de Bandung pour assurer une réponse concertée et adéquate aux défis du monde».Accompagné du ministre des Affaires étrangères Sabri Boukadoum, M.Bensalah était arrivé jeudi soir à Bakou, en provenance de Sotchi (Russie)où il avait pris part, mardi et mercredi au sommet Russie-Afrique.Le sommet des Non-alignés qui enregistre la participation des délégués de quelque 150 pays et organisations internationales, a inscrit plusieurs questions à l'ordre du jour, notamment les questions relatives à la paix et la sécurité, la lutte antiterroriste et l'extrémisme violent, l'émigration clandestine ainsi que la coopération Su-Sud.Il est aussi prévu que le sommet de Bakou sera sanctionné par une série de recommandations, notamment la déclaration politique de Bakou et une résolution sur la Palestine.La rencontre de Bakou intervient dans un contexte marqué par une multitude de défis politiques et économiques pour le Mouvement des non-alignés, à savoir l`exacerbation des conflits et des tensions ainsi que les difficultés économiques croissantes auxquelles font face les Etats membres du MNA.

Les participants appellent au respect des principes de Bandung

Les chefs d'Etat et de gouvernement qui prennent part au 18ème sommet du Mouvement des Non-alignés (MNA), dont les travaux ont débuté vendredi à Bakou (Azerbaïdjan), ont appelé au respect des principes de Bandung, notamment la souveraineté et l'intégrité des nations, les droits de l'homme et la justice. "Les principes de la Conférence de Bandung (Indonésie) de 1955 demeurent toujours d'actualité, compte tenu des défis politiques et économiques auxquels font face les pays du MNA", ont relevé les participants au sommet des Non-alignés. En ce sens, le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a exhorté les pays membres du MNA à "continuer de défendre leur indépendance tout en s'opposant aux forces impérialistes et destructrices", appelant aussi à "faire avancer le processus de renouvellement du MNA", de manière à l'adapter à

la situation actuelle qu'il a qualifiée de "mouvementée". S'exprimant en sa qualité de président sortant du Mouvement des Non-alignés, M. Maduro a invité les pays membres à "s'unir contre le colonialisme et à se solidariser avec les pays victimes d'ingérence étrangère". De son côté, le président de la République d'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, dont le pays a pris la présidence du Mouvement, a mis l'accent sur "la nécessité de redoubler d'efforts pour garantir et faire valoir le droit international", s'engageant par la même occasion à "continuer à défendre les principes de Bandung". Pour sa part, le président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez, a estimé qu'il est "impératif de demeurer fidèles aux principes de Bandung pour promouvoir la paix et le développement des peuples des pays membres du MNA". Le président cubain a ajouté qu'il "ne faudrait pas rester indifférents face à la politisation obscène des droits de l'homme et à la violation des droits des peuples à décider de leur système politique socioéconomique et culturel", réitérant sa "solidarité avec tous les peuples qui se battent pour la reconnaissance à leur droits à l'autodétermination". Pour rappel, le Mouvement des pays non alignés constitue le plus grand rassemblement en dehors des Nations Unies. Créé officiellement en 1961 à Belgrade, il s`est voulu un forum d'expression, de revendication et de solidarité entre les peuples. Le MNA tire ses fondements de la Conférence de solidarité afro-asiatique de 1955 à Bandung en Indonésie.

De l'adminitstration

Le Monde 24

Quotidien National d'Information

N° 696 — Samedi 26 Octobre 2019 — Email : monde.adm@gmail.com — Website : www.lemondeadm.com — Prix : 20 DA

Tourisme médical

Naissance d'une association panafricaine à Alger

La naissance d'une association panafricaine du Tourisme médical a été annoncée, jeudi à Alger, par les organisateurs du 2ème Congrès africain du tourisme médical, en présence de participants étrangers, essentiellement maghrébins. "De concert avec nos partenaires étrangers, nous avons décidé d'annoncer le lancement officiel de ce grand événement qui consiste en la création d'une association panafricaine du tourisme médical qui sera mise en úuvre dans un cadre d'abord maghrébin ensuite continental", a précisé le vice-président de la Confédération du patronat algérien (CPA), Nadir Bouabbas, membre de cette nouvelle association. Il a fait savoir que dans le cadre de cette nouvelle structure, il s'agit pour l'Algérie de "faire en sorte que les patients ne partent plus se soigner à l'étranger, en leur offrant des prestations de services de haute qualité et au moindre coût". Dans cette perspective, il est prévu la réalisation de nouvelles structures destinées au tourisme médical, en même temps que la réhabilitation et la mise à niveau de celles déjà existantes, a-t-il expliqué, ajoutant que des contacts ont déjà été établis par les responsables de l'association auprès de la Banque africaine de développement (BAD) pour le financement de ces projets. Le même responsable a insisté, en outre, sur la nécessaire implication du système national de sécurité sociale, de sorte à ce que les patients "puissent bénéficier du remboursement des frais des prestations, tout en allégeant les charges des cliniques et autres établissements de soins".

Accidents de la route:

2.557 décès et 24.397 blessés lors des 9 premiers mois de 2019 (CNPSR)

La naissance d'une association panafricaine du Tourisme médical a été annoncée, jeudi à Alger, par les organisateurs du 2ème Congrès africain du tourisme médical, en présence de participants étrangers, essentiellement maghrébins. "De concert avec nos partenaires étrangers, nous avons décidé d'annoncer le lancement officiel de ce grand événement qui consiste en la création d'une association panafricaine du tourisme médical qui sera mise en úuvre dans un cadre d'abord maghrébin ensuite continental", a précisé le vice-président de la Confédération du patronat algérien (CPA), Nadir Bouabbas, membre de cette nouvelle association. Il a fait savoir que dans le cadre de cette nouvelle structure, il s'agit pour l'Algérie de "faire en sorte que les patients ne partent plus se soigner à l'étranger, en leur offrant des prestations de services de haute qualité et au moindre coût". Dans cette perspective, il est prévu la réalisation de nouvelles structures destinées au tourisme médical, en même temps que la réhabilitation et la mise à niveau de celles déjà existantes, a-t-il expliqué, ajoutant que des contacts ont déjà été établis par les responsables de l'association auprès de la Banque africaine de développement (BAD) pour le financement de ces projets. Le même responsable a insisté, en outre, sur la nécessaire implication du système national de sécurité sociale, de sorte à ce que les patients "puissent bénéficier du remboursement des frais des prestations, tout en allégeant les charges des cliniques et autres établissements de soins".

Avocats

Les Robes noires battent le pavé à Alger pour une justice indépendante et un Etat de droit

Des dizaines d'avocats, ont organisé, jeudi à Alger, une marche en soutien au Hirak populaire, lors de laquelle ils ont appelé à "l'instauration d'un Etat de droit" et à "la concrétisation de l'indépendance de la justice", et exprimé leur rejet de la loi des hydrocarbures. Des dizaines d'avocats se sont rassemblés devant le tribunal de Sidi M'hamed avant s'ébranler vers les sièges de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la Nation, scandant des slogans revendiquant "l'indépendance de la justice" et "un Etat de Droit". L'avocat Mustapha Bouchachi a déclaré que "cette marche à laquelle a appelé l'Union nationale des ordres des avocats vient en soutien au Hirak populaire dans ses revendications légitimes en faveur de la concrétisation d'une véritable démocratie, l'instauration de l'Etat de droit et la concrétisation de l'indépendance de la justice". De son côté, l'avocat Salah Brahimi a fait savoir que cette marche "s'inscrit dans le prolongement de la lutte des avocats, qui a débuté en février dernier", soulignant que les avocats rejetaient la nouvelle loi sur les hydrocarbures laquelle, selon eux "touche à la souveraineté nationale et l'imposition des avocats, prévue dans le projet de la loi de Finances 2020". Les participants à la marche ont, en outre, affirmé "leur détermination à poursuivre la protestation pacifique jusqu'à la réalisation de leurs revendications légitimes".

Deux morts dans une explosion dans le complexe sidérurgique d'Oran

Une explosion survenue hier matin, au sein de l'une des unités du complexe sidérurgique algéro-turc, « Tosyali », situé à Béthioua, est d'Oran, a fait deux morts et un blessé, selon un premier bilan provisoire communiqué par la direction de l'entreprise.Il s'agit d'une explosion observée au niveau de l'unité de dépoussiérage du complexe, les circonstances de cet incident n'ont pas été encore connues, selon la même source. Des équipes spécialisées se sont sur place pour enquêter sur les causes de cet incident, a-t-on indiqué, notant que cette explosion a fait un blessé au minimum et qui a été transféré vers l'hôpital. Tosyali, est une société de droit algérien, spécialisée dans la sidérurgie, entrée en production depuis 2013 dans le cadre d'un investissement réalisé par un opérateur turc.

Lu sur Sputnik

Poutine souhaite que l'Algérie surmonte ses difficultés et renforce sa souveraineté

Le président russe, Vladimir Poutine, a indiqué jeudi à Sotchi (Russie) que son pays souhaitait "sincèrement" à l'Algérie de "surmonter ses difficultés et de renforcer sa souveraineté", a rapporté l'Agence russe Sputnik. M. Poutine s'exprimait lors de son entretien avec le Chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, en marge du 1er Sommet Russie-Afrique. "Nous savons que des événements politiques très importants sont en cours en Algérie. Nous souhaitons sincèrement que le peuple algérien surmonte les difficultés de la période de transition. Nous sommes persuadés que tout se déroulera de manière à ce que le peuple algérien en profite, qu'il renforce son Etat et sa souveraineté", a ajouté M. Poutine. Selon le président russe, Moscou attache "une grande importance au développement du partenariat stratégique avec l'Algérie, qui est l'un de ses partenaires économiques principaux en Afrique et dans le monde arabe". Les échanges russo-algériens, a-t-il poursuivi, ont augmenté de "18% en 2018 pour atteindre presque 5 milliards de dollars".

Sommet des présidents de parlements de l'APCE

Le Conseil de la nation prend part

Le Conseil de la nation prend part, à partir de jeudi à Strasbourg (France), au sommet des présidents de parlements de l'Assemblée européenne du Conseil de l'Europe (APCE), a indiqué un communiqué du conseil. L'ordre du jour de cette conférence de deux jours comprend trois principaux axes: "Notre maison commune européenne: les 70 prochaines années", "Mise en úuvre du Programme 2030 de l'ONU et de ses objectifs de développement durable : contribution des parlements" et "Les femmes en politique et le discours public - Quel rôle les parlements nationaux peuvent-ils jouer dans la lutte contre la montée du harcèlement et du discours de haine à l'encontre des femmes politiques et parlementaires". Le Parlement algérien prend part régulièrement aux réunions de l'APCE en qualité d'invité. La chambre haute du Parlement sera représentée à cette rencontre par le vice-président du Conseil de la nation, chef de délégation, Wahid Fadhel qui sera accompagné du président de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la sécurité sociale, Ahmed Bouziane et du membre du Conseil de la nation, Hakim Temraoui.

Mobilis compense ses abonnés

Mobilis annonce à ses abonnés touchés par les récentes perturbations survenues durant la matinée du 09 octobre 2019, que des mesures compensatoires ont été prises à cet égard. Ces mesures consistent à attribuer aux abonnés des avantages, décrits comme suit :

volume internet de 2 Go/mois, pendant deux mois, valable 07 jours, pour les clients 3G/4G ;

100 DA utilisable en voix & SMS vers Mobilis, valable 15 jours, pour les clients 2G.

Mobilis réitère ses excuses auprès de son aimable clientèle pour cet incident rarissime, et ne lésinera pas sur les moyens pour apporter tout le confort nécessaire à ses abonnés